

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain

Bulletin trimestriel
juillet-août-septembre
2021

N°32

LA LETTRE DE L'IRMC

Sommaire

Editorial

Présentation de l'IRMC

Jeune recherche

- Lire les dynamiques territoriales par le prisme de la gestion de crise, **Irene Valitutto**
- Rodolphe d'Erlanger (1872-1932) : Histoire d'une patrimonialisation de la musique en Tunisie, **Sarra Braham**

Programme de recherche

- Décentralisation et gouvernance locale en Tunisie : vers un renouvellement des modalités de l'action publique territoriale ?, **Hend Ben Othman**

Travaux de recherche

- « D'une normalisation ... L'autre. Parcours d'une lesbienne libyenne en Italie », **Monia Lachheb**
- « Écrire la prison politique sous Bourguiba. Le cas des détenus de l'organisation d'extrême-gauche Perspectives et *Al-'âmil al-tounsi* », **Emmanuel Alcaraz**

Compte rendu d'activité

- Séminaire de recherche « Studioالخميس في », **Kmar Bendana et Jamie Furniss**
- « Enquêter en terrain sensible au Maghreb » : une école doctorale pour penser le travail de chercheur.e en terrain complexe, **Monia Lachheb et Vanessa Aubry**

Bibliothèque de l'IRMC

Entretien

- Conversation avec Oissila Saaidia, **Kmar Bendana**

Vient de paraître

Calendrier scientifique



Katia Boissevain



Directrice de
l'IRMC
Chargée de
recherche au
CNRS

direction@irmcmaghreb.org

La rentrée est maintenant bien derrière nous et je choisis de me réjouir – par optimisme nécessaire – des projets de retrouvailles, de rencontres et d'échanges « en chair et en os » qui viendront ponctuer cette nouvelle année universitaire 2021-2022.

La période de confinement et de restrictions en tous genres nous a, certes, appris à travailler différemment, à tirer profit de la technologie désormais accessible, mais nous a confirmé, s'il le fallait, à quel point la surprise, l'imprévu des rencontres, des hors-champs et des entre-deux sont précieux pour nos équilibres personnels et professionnels. Je félicite très sincèrement Oissila Saaidia et l'équipe de l'IRMC dans son ensemble d'avoir fait face à cette situation inédite avec inventivité, constance, et d'avoir réussi à maintenir les liens qui unissent chercheurs et équipe administrative en dépit de la pandémie de Covid-19.

L'implication des jeunes chercheurs et chercheuses au sein de l'IRMC témoigne de la richesse des échanges qui se déroulent dans notre institut, en même temps qu'elle garantit le renouvellement des thématiques et des méthodologies. Pour illustrer ceci, nous présentons deux articles de recherche en cours : celui de Irene Valitutto, géographe du laboratoire Prodig et Paris I Panthéon-Sorbonne et celui de Sarra Braham, étudiante en histoire à l'EHESS.

La première, géographe de terrain, décrit les ressorts d'une recherche comparative entre deux capitales contrastées à bien des égards, le Grand Tunis et Lima, au Pérou, mais qui, grâce à une méthodologie maîtrisée et une problématique resserrée autour de la gestion des risques et des crises, fournit des résultats sur les processus de construction locale des règles et des procédures. De plus, les allers-retours conceptuels entre, d'une part, « l'influence internationale » par l'entremise des acteurs, des modèles et des financements internationaux, et, d'autre part, les processus de territorialisation de ces modèles d'action, sont sans aucun doute la partie de cette recherche qui fait le plus directement écho aux thématiques de sciences humaines et sociales qui nous unissent. En incluant également les dimensions sensibles et subjectives,

nous assistons ici à la naissance d'une recherche appliquée, dont l'ambition théorique est manifeste.

La thématique de recherche de Sarra Braham propose un objet qui semble à première vue classique – le rôle du baron d'Erlanger dans la « sauvegarde du patrimoine musical tunisien ». En réalité, cette chercheuse ouvre un nouveau pan de l'histoire de la patrimonialisation de la musique tunisienne, en adoptant une approche qui a partie liée avec les développements historiographiques et de socio-histoire des vingt dernières années. Plutôt que de revisiter une figure construite et présentée comme exceptionnelle, Sarra Braham vise à comprendre le réseau intellectuel dans lequel le baron agit, et tente de redonner vie et épaisseur à la dynamique dont il a bénéficié, ou qu'il a impulsée (voire les deux). Nous lisons ici le désir d'une histoire plus « fine », qui donne voix et place aux seconds rôles, aux contextes intellectuels ainsi qu'aux cadres institutionnels plus larges du début du XX^e siècle. Il ne s'agit pas de déconstruire la figure du baron, mais de le réinsérer dans son réseau social, permettant ainsi de dévoiler l'épaisseur et la complexité des processus patrimoniaux, de mettre en lumière les chaînes secondaires et alternatives et de tenter de comprendre comment une voie devient principale, incontournable, au point qu'elle apparaisse unique.

La section « Travaux de recherche » livre des entreprises de plain-pied avec les enjeux très contemporains des sociétés : Monia Lachheb, par son article concernant le parcours d'une femme libyenne ayant émigré en Italie pour échapper à une discrimination sociale liée à son orientation sexuelle, étudie les formes multiples de domination auxquelles cette femme, et au-delà, les personnes homosexuelles et migrantes, sont confrontées. La méthode intersectionnelle prend ici tout son sens : « race », genre, classe et sexualité sont des catégories qui se combinent dans un « jeu » complexe d'amplification des difficultés sociales et politiques.

Dans cette période troublée par la crise sanitaire et la crise politique, une école doctorale a pu être organisée, en collaboration avec Amidex, et a permis de travailler, à distance, avec l'Université de Lausanne, l'Université Mohamed V de Rabat, AMU et le CNRS sur les « terrains sensibles » dont les identités sexuelles participent. Doctorant.e.s maghrébin.e.s et européen.ne.s ont pu exposer leurs recherches et bénéficier d'échanges et de conseils avec les chercheurs et chercheuses chevronné.e.s.

Enfin, *last but not least*, je vous invite à vous plonger dans l'entretien accordé par Oissila Saaidia à Kmar Bendana, dans lequel elle retrace son parcours

scientifique, ainsi que l'intensité de ses quatre ans à la direction de l'IRMC.

Je vous souhaite une bonne lecture !

* * *

The start of the new academic year is now well behind us and I choose to look forward - out of a necessary optimism - to the projects of reunions, meetings and exchanges “in the flesh” that will punctuate this new academic year 2021-2022.

The period of confinement and restrictions of all kinds has certainly taught us to work differently, to take advantage of the technology that is now available, but it has also confirmed, if it were necessary, how precious surprise, unforeseen encounters, out-of-fields and in-betweens are for our personal and professional balance. I sincerely congratulate Oissila Saaidia and the whole IRMC team for having faced this unprecedented situation with inventiveness and constancy, and for having succeeded in maintaining the links that unite researchers and the administrative team despite the Covid-19 pandemic.

The involvement of young researchers in the IRMC is a testimony to the richness of the exchanges that take place in our institute, while at the same time

guaranteeing the renewal of themes and methodologies. To illustrate this, we present two articles of research in progress: one by Irene Valitutto, a geographer from the Prodig laboratory and Paris I Panthéon-Sorbonne, and the other by Sarra Braham, a history student at EHESS.

The first, a field geographer, describes the dynamics of a comparative study between two capitals that are contrasting in many respects, Greater Tunis and Lima, Peru, but which, thanks to a well-developed methodology and a problematic focused on risk and crisis management, provides results on the processes of local construction of rules and procedures. Moreover, the conceptual back and forth between, on the one hand, “international influence” through actors, models and international funding, and, on the other hand, the processes of territorialisation of these models of action, is undoubtedly the part of this research that most directly echoes the human and social science themes that unite us. By also including the sensitive and subjective dimensions, we are witnessing the start of an applied research, which theoretical ambition is obvious.

Sarra Braham's research theme proposes an object that at first sight seems classical - the role of Baron d'Erlanger in the “safeguarding

of the Tunisian musical heritage”. In reality, this researcher opens a new chapter in the history of the patrimonialization of Tunisian music, adopting an approach that is linked to the historiographical and socio-historical developments of the last twenty years. Rather than revisiting a figure constructed and presented as exceptional, Sarra Braham aims to understand the intellectual network in which the baron acts, and attempts to give life and depth to the dynamics from which he benefited, or which he stimulated (or even both). We read here the desire for a “finer” history, which gives voice and place to the supporting roles, to the intellectual contexts as well as to the wider institutional frameworks of the early 20th century. It is not a question of deconstructing the figure of the baron, but of reinserting him into his social network, thus making it possible to reveal the

thickness and complexity of the patrimonial processes, to highlight the secondary and alternative chains and to try to understand how a side-path becomes principal, inescapable, to the point where it appears unique.

The “Research works” section delivers field research with very contemporary societies’ issues: Monia Lachheb, in her article concerning the journey of a Libyan woman who emigrated to Italy to escape social discrimination linked to her sexual orientation, studies the multiple forms of domination with which this woman, and beyond, homosexual and migrant persons, are confronted. The intersectional method takes on its full meaning here: “race”, gender, class and sexuality are categories that combine in a complex “game” of amplification of social and political difficulties.

In this period troubled by the health crisis and the political crisis, a doctoral workshop was organised in collaboration with Amidex, and enabled us to work, at a distance, with the University of Lausanne, the Mohamed V University of Rabat, AMU and the CNRS on the “sensitive fields” of which sexual identities are part. Doctoral students from the Maghreb and Europe were able to present their research and benefit from exchanges and advice with experienced researchers.

Last but not least, I invite you to read the interview granted by Oissila Saaidia to Kmar Bendana, in which she recounts her scientific career and the intensity of her four years as director of the IRMC.

I hope you enjoy reading it!

* * *



يقترح ركن "أعمال البحث" مقالات تتناول أساسا القضايا المعاصرة في مجتمعاتنا : عبر مقالها حول المرأة الليبية المهاجرة في إيطاليا للهروب من التمييز الاجتماعي الذي تتعرض له والمتعلق بميولها الجنسية، تدرس منية لشهب مختلف أشكال الهيمنة التي تخضع لها هذه المرأة والتي يواجهها المثليون المهاجرون. تأخذ هنا منهجية التقاطع بين الاختصاصات كل ما لها من معنى: "العرق"، "الجنس"، الطبقة والجنسانية تمثل تصنيفات تتداخل في "عبء" معقدة تبين الصعوبات الاجتماعية والسياسية.

في هذه الفترة التي مستها الأزمة الصحية والسياسية، وقع تنظيم مدرسة دكتوراه بالتعاون مع أميداكس ومكنت من تشريك كل من جامعة لوزان، جامعة محمد الخامس بالرباط، جامعة أميداكس مرسليليا والمركز الوطني للبحث العلمي، عن بعد، حول "مجالات البحث الحساسة" منها الهويات الجنسية. وعرض طلبة الدكتوراه المغاربة والأوروبيون بحوثهم كما تمكنوا من التواصل مع الباحثين والباحثات ذوي الخبرة.

أخيرا وليس آخرا، أدعوكم إلى الغوص في الحوار الذي أجرته قمر بندانة مع وسيلة سعايدية لرسم مسيرتها العلمية و فترة توليها إدارة معهد البحوث المغاربة المعاصرة طيلة أربع سنوات.

أتمنى لكم قراءة ممتعة !

حول عمليات البناء المحلي للقواعد والإجراءات. بالإضافة إلى ذلك، فإن تراوح المفاهيم بين "التأثير الدولي"، من جهة، من خلال الممثلين، والنماذج والتمويلات الدولية، ومن جهة أخرى، عمليات إضفاء الطابع الإقليمي على هذه النماذج، هي بلا شك جزء من هذا البحث الذي يعكس بشكل مباشر مواضيع العلوم الإنسانية والاجتماعية التي توحدنا. من خلال إدراج الأبعاد الملموسة والمثالية أيضا، نشهد هنا ولادة بحث تطبيقي يتضح طموحه النظري.

يطرح موضوع بحث سارة براهيم مسألة تبدو في الوهلة الأولى كلاسيكية- دور البارون ديرلانجي في "المحافظة على التراث الموسيقي التونسي". في حقيقة الأمر تفتح هذه الباحثة نافذة جديدة في تاريخ تحويل الموسيقى التونسية إلى موروث عبر تبني مقاربة متعلقة في جزء منها بالتحولات التاريخية وبالتاريخ الاجتماعي للعقدين الأخيرين. عوض إعادة النظر في شخصية معروفة يقع تقديمها على أنها استثنائية، أرادت سارة براهيم أن تتفهم شبكة المثقفين التي ينشط داخلها البارون في محاولة لإعادة الحياة لتلك الديناميكية التي كان يتمتع بها أو التي كان يبعثها حوله (ربما الاثنان). يمكننا هنا أن نقرأ رغبة أكبر في سرد حكاية أكثر دقة تمنح فرصة وموقعا للأدوار الثانوية وللسياقات الفكرية والأطر المؤسساتية لبدائيات القرن العشرين. لا يتعلق الأمر بتفكيك صورة البارون بل بإعادة إدماجه داخل محيطه الاجتماعي وهو ما يمكن من كشف سمك المسائل المتعلقة بالتراث وتعقيدها، ومن تسليط الضوء على الحلقات البديلة إضافة إلى فهم كيفية تحوّل طريق ما إلى رئيسية وأساسية إلى حد أنها تبدو الطريق الوحيدة.

الآن وقد تجاوزنا العودة الجامعية وبدافع التفاؤل الضروري، أنا مبتهجة بمشاريع تجديد اللقاءات والاجتماعات والمبادلات التي سنعيش على وقعها طيلة هذه السنة الجامعية الجديدة 2021-2022.

من المؤكد أن فترة الحجر والقيود بمختلف أشكالها قد علمتنا العمل بشكل مختلف، والاستفادة من التكنولوجيا المتاحة حاليا، لكنها أكدت لدينا، إن اقتضى الأمر، مدى ما تمثله المفاجأة، واللقاءات غير المتوقعة، وما يجري خارج الأطر والبين والبين من أهمية و ثراء على توازننا الشخصي والمهني. لذا فإنني أهني بكل صدق وسيلة سعايدية وكامل فريق المعهد على مواجهة هذا الوضع غير المسبوق بروح المبادرة والابتكار والمثابرة، وعلى نجاحهم في المحافظة على العلاقات التي تجمع الباحثين بالفريق الإداري على الرغم من وباء كوفيد-19.

يشهد انخراط الباحثين والباحثات الشبان بمعهد البحوث المغاربة المعاصرة على ثراء المبادلات التي تحصل داخله، والتي تضمن في نفس الوقت تجديد المواضيع والمنهجيات. وخير دليل على ذلك مقالا بحث في طور الإنجاز: مقال إيران فاليتيتو، أستاذة جغرافيا بمخبر برودينغ وباريس 1 بانتيون سوربون، ومقال سارة براهيم، طالبة في التاريخ بمدرسة الدراسات العليا في العلوم الاجتماعية.

الأولى، أستاذة جغرافيا ميدانية، تصف دوافع البحث المقارن بين عاصمتين متناقضتين في كثير من النواحي، تونس الكبرى وليما، في البيرو، ولكن بفضل منهجية متقنة وإشكالية محصورة حول إدارة المخاطر والأزمات، تقدم نتائج

IRMC

L'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) est un centre de recherche en sciences humaines et sociales, à vocation régionale, dont le siège est à Tunis. Créé en 1992, il est l'un des 27 Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE), placé sous la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et, depuis 2000, du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, ainsi que du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) dont il constitue une unité de recherche (USR 3077). Un conseil scientifique participe à l'orientation et à l'évaluation de ses activités. Un comité mixte de suivi franco-tunisien des activités de l'IRMC se réunit chaque année.

L'IRMC contribue, en partenariat avec la communauté scientifique, notamment maghrébine et européenne, au développement de la recherche sur le Maghreb. Ses champs disciplinaires sont : l'anthropologie, la démographie, les études urbaines, la géographie, l'histoire, les sciences politiques, la sociologie, les sciences sociales appliquées au droit, à l'économie, aux lettres, à la philosophie et à la psychologie.

Ses axes sont :

- Axe 1 : Histoire du Maghreb (Algérie, Tunisie, Libye) XIX^e – XXI^e siècles.
Axe 2 : Sociétés maghrébines contemporaines en recomposition.
Axe 3 : Gouvernance et politiques.

Ses programmes participent aux débats des sciences humaines et sociales dans une perspective comparée, à l'échelle régionale et internationale. Il organise des formations doctorales, des colloques, des séminaires et des conférences à vocation internationale. Il accueille des chercheurs, des boursiers et des stagiaires maghrébins et français, mais aussi européens, ou encore nord-américains, en coopération avec les institutions des pays concernés.

Sa bibliothèque est ouverte à un large public d'universitaires, de doctorants, d'étudiants, de boursiers et de stagiaires. Elle permet la consultation, sur place, de livres et de revues spécialisées (plus de 31 000 ouvrages et 2 300 titres de revues).

La valorisation de ses travaux de recherche représente aujourd'hui un catalogue de plus d'une centaine de publications collectives ou d'auteurs, chez différents éditeurs.

Directrice : Katia Boissevain.

Équipe de recherche permanente : Hend Ben Othman, Jamie Furniss, Marouen Taleb.

Chercheurs associés : Emmanuel Alcaraz, Amin Allal, Kmar Bendana, Jean-Pierre Cassarino, Pierre-Noël Denieul, Mohamed Chérif Ferjani, Jérôme Heurtaux, Habib Kazdaghli, Perrine Lachenal, Monia Lachheb, Enrique Klaus, Ons Kamoun, Marta Luceño Moreno, Khaoula Matri, Imed Melliti, Sihem Najjar, Betty Rouland, Valentina Zagaria.

The Research Institute for Contemporary Maghreb (IRMC) is a Humanities and Social Sciences research center, with a regional dimension, in Tunis. Founded in 1992, it is one of the 27 French Institutes of Research in the World (IFRE) under the authority of the French Ministry for Europe and the Foreign Affairs and, since 2000, the French Ministry of Superior Education, Scientific Research and Innovation, and the French National Center for Scientific Research (CNRS). The IRMC is the 3077 research unit (USR 3077) of the CNRS. A scientific council follows the orientation of the Institute and evaluates its activities. A French-Tunisian steering committee is reunited every year.

The IRMC contributes, in partnership with the Maghreb and European scientific community, to develop the research about Maghreb. The disciplinary fields are : anthropology, demography, urban studies, geography, history, politic sciences, sociology and social sciences for law, economy, literature, philosophy and psychology.

The axes are:

- Axe 1: History of Maghreb (Algeria, Tunisia, Libya) 19th – 21st centuries.
Axe 2: Contemporary Maghreb societies in re-arrangement.
Axe 3: Governance and Politics.

The IRMC programs are participating to the humanities and social sciences debates in a compared perspective, in a regional or international level. The Institute organizes PhD trainings, seminars, symposiums and conferences in an international vocation. Maghreb and French, but also European and North-American researchers, fellows and interns are welcomed at the Institute, in cooperation with the concerned institutions of the countries they come from.

The library is open to a large academic audience such as scholars, PhD students, students, fellows and interns. It permits to consult more than 31 000 books and 2 300 specialized scientific magazines. The promotion of the IRMC research work represents today a catalogue of more than 100 collective or individual publications.

Director: Katia Boissevain.

Permanent research team: Hend Ben Othman, Jamie Furniss, Marouen Taleb.

Associated researchers: Emmanuel Alcaraz, Amin Allal, Kmar Bendana, Jean-Pierre Cassarino, Pierre-Noël Denieul, Mohamed Chérif Ferjani, Jérôme Heurtaux, Habib Kazdaghli, Perrine Lachenal, Monia Lachheb, Enrique Klaus, Ons Kamoun, Marta Luceño Moreno, Khaoula Matri, Imed Melliti, Sihem Najjar, Betty Rouland, Valentina Zagaria.

معهد البحوث المغاربية المعاصرة هو مركز بحث في مجال العلوم الإنسانية والاجتماعية ذو توجه إقليمي مقره بمدينة تونس. وقد أحدث سنة 1992، وهي مؤسسة من بين 72 مؤسسة بحث فرنسية بالخارج.

تُشرف على المعهد وزارة الشؤون الخارجية والأوروبية، كما تُشرف عليه أيضا منذ سنة 2000 وزارة التعليم العالي والبحث والإبتكار والمركز الوطني للبحث العلمي (SRNC) الذي يمثل فيه وحدة بحث مدمجة (3077 RSU).

يساهم مجلس علمي في توجيهه و تقييم أنشطة المعهد. كما تجتمع سنويا لجنة مشتركة فرنكو-تونسية لمتابعة أنشطته.

يُسهّم المعهد بالشراكة مع المجموعة العلمية لاسيما المغاربية والأوروبية في تطوير البحوث حول المنطقة المغاربية. تتمحور مجالات إختصاصه في : الأنتروبولوجيا، الديمغرافيا، الدراسات الحضارية، الجغرافيا، التاريخ، العلوم السياسية، السوسولوجيا، العلوم الاجتماعية المطبقة على القانون و الإقتصاد و الآداب و الفلسفة و علم النفس.

محاورة :

المحور الأول : تاريخ المغرب العربي (الجزائر، تونس، ليبيا) القرن 19-21.
المحور الثاني : المجتمعات المغاربية المعاصرة في إعادة وضعية تشكل.
المحور الثالث : الحوكمة و السياسات.

تساهم برامج المعهد في محاورات العلوم الإنسانية و العلوم الاجتماعية من منظور مقارنة على المجال الجهوي و الدولي. ينظم المعهد دورات تكوينية لطلبة الدكتوراه، مؤتمرات، ندوات و ملتقيات، ذات توجه دولي. يستقبل المعهد، بالتعاون مع مؤسسات الدول المعنية، باحثين و طلبة ممنوحين و متربصين مغاربة و فرنسيين و لكن أيضا أوروبيين و من شمال أمريكا. مكتبة المعهد مفتوحة لفئة كبيرة من الجامعيين و من طلبة الدكتوراه و من الطلبة و من المتحصلين على منح و من المتربصين. وهي تمكن من الإطلاع على عين المكان على كتب و دوريات متخصصة (أكثر من 31 000 كتاب و 2 300 عنوان دورية).

يجسد اليوم تنمى أعمال بحث المعهد فهرس لأكثر من مائة منشور جماعي أو لمؤلفين لدى عدة ناشرين.

مديرة المعهد: كاتيا بواصفان

فريق البحث القار: جيمي فورنيس، هند بن عثمان، مروان طالب. الباحثون المشاركون: إمانوال الكاراز، أمين علا، قمر بن دانه، جون بيار كاسارينو، بيار-نوال دونياني، محمد شريف فرجاني، جيروم هورتو، الحبيب قزدغلي، بيرين لاشينال، إنريك كلوس، أنس كمون، مارتا لوتينو مورينو، خولة الماطري، عماد المليتي، سهام النجار، باتي رولاند، فالنتينا زاغاريا، منية لشهب.

Lire les dynamiques territoriales par le prisme de la gestion de crise

Irene Valitutto



Doctorante en géographie au CNRS, rattachée au laboratoire PRODIG et à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Ce projet de recherche en géopolitique répond à une demande ciblée du CNRS qui a fait de la gestion de risque et de crise dans les pays du Sud, un sujet de recherche prioritaire. Il interroge la définition des politiques publiques en ce domaine, en lien avec une gouvernance décentralisée du territoire dans le milieu urbain. En considérant la mise en place de ces politiques comme un enjeu contemporain majeur dans les pays du Sud, fragilisés et paupérisés par des dynamiques structurelles de domination, nous menons une étude comparée entre la métropole de Lima et celle du Grand Tunis. Ainsi, à travers une approche qualitative, cette recherche interroge le processus de construction local, sous influence internationale, des stratégies de prévention et de réponse à la crise. S'inscrivant dans la continuité des études sur les *urban policy*

transfer, avec un focus particulier sur les acteurs et les pratiques qui promeuvent un cadre d'action standardisé, ce travail analyse la territorialisation de modèles d'action internationaux.

This research project in geopolitics responds to a targeted request from the CNRS, which has made risk and crisis management in southern countries a priority research topic. It examines the definition of public policies for risk and crisis management in urban areas, in connection with decentralised territorial governance. By considering the implementation of these policies as a major contemporary issue in the countries of the South, weakened and impoverished by structural dynamics of domination, we are conducting a comparative study between the metropolis of Lima and Greater Tunis. Thus, through a qualitative approach, this research questions the process of local construction, under international influence, of prevention and response to the crisis. Following on from studies on urban policy transfer, with a particular focus on actors and practices who promote a standardised framework of action, this work analyses the territorialisation of international action models.

يستجيب هذا المشروع البحثي الجيوسياسي لطلب موجه من المركز الوطني للبحث العلمي، والذي جعل من إدارة المخاطر والأزمات في بلدان الجنوب موضوع بحث ذا أولوية. ويتساءل عن تعريف السياسات العامة لإدارة المخاطر والأزمات في المناطق الحضرية، في علاقة بالحوكمة اللامركزية للإقليم. من خلال النظر إلى وضع هذه السياسات تحدياً معاصراً رئيسياً في بلدان الجنوب، التي أضعفتها الديناميات الهيكلية للهيمنة وأفقرتها، فإننا نجري دراسة مقارنة بين مدينة ليما وتونس الكبرى. وهكذا، من خلال نهج نوعي، يطرح هذا البحث تساؤلات حول عملية البناء المحلي، تحت تأثير دولي للوقاية من الأزمة والاستجابة لها وفق هيكل لامركزي. في سياق استمرارية الدراسات حول *transfer* *urban policy*، مع التركيز خاصة على الجهات الدولية الفاعلة التي تروج لإطار عمل موحد، يحلل هذا العمل إضفاء الطابع الإقليمي على نماذج العمل الدولية.

La crise en milieu urbain : quels enjeux ?

Aujourd'hui, les centres urbains concentrent plus de la moitié de la population mondiale, et les deux tiers d'ici 2050, selon le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2019). Ainsi, les catastrophes en milieu urbain sont une des préoccupations majeures de nos sociétés. Entre « ville-refuge » et « archipel du danger » (Reghezza, 2005), la ville centralise, à la

fois, les populations et enjeux susceptibles d'être affectés par une crise, et les ressources pour y faire face (Robert, 2013). De plus, certaines villes, à l'instar des capitales de territoires gouvernés par un système centralisé (ou en transition), rassemblent souvent la plupart des pouvoirs décisionnels, des ressources matérielles et immatérielles et les portes d'entrée du pays. Aussi, une crise touchant ce type d'agglomérations génère une perturbation susceptible d'engendrer des répercussions au niveau national, voire international, par effet systémique (Sierra, 2015). Or, au Pérou, comme en Tunisie, le processus de décentralisation reste inachevé, même s'il en est à des étapes différentes. C'est pourquoi, Lima Métropolitaine et le Grand Tunis, les cas d'étude choisis, sont des points névralgiques en cas de crise.



© Irene Valitutto.

Réfléchir au développement au prisme de la crise

Jusqu'aux années 1970, les études sur la gestion de risque et de crise en sciences sociales ne s'intéressaient qu'à la politique de sécurisation (avec les *Disaster Studies*). Suite aux politiques de décolonisation, la question investit le champ du développement. Un groupe de géographes anglais (dont

Wisner est l'un des principaux représentants) change le paradigme de lecture des événements catastrophiques dans les pays du Sud. Ces chercheurs dénoncent une connexion directe entre l'exploitation capitaliste et coloniale de certains pays dominants et la fragilisation et paupérisation conséquentes des pays dominés. Ils seraient donc structurellement soumis à des risques majeurs, n'ayant pas les moyens d'y faire face. Dans le même temps, ils condamnent l'approche *a posteriori* de la crise, qui maintiendrait les pays frappés par la catastrophe en position de vulnérabilité vis-à-vis des pays prêts à élargir leurs aides. Ces réflexions promeuvent l'idée d'une action de prévention pour sortir de ce cercle vicieux. Un tel changement de paradigme théorique influence directement la prise de position politique, en particulier, celle des organisations internationales, qui à leur tour, modifient leur paradigme d'action (Cabane, Revet, 2015). Ainsi, la responsabilité de la gestion de ces événements perturbateurs passerait de l'État, qui normalement mettait en place des actions de secours post-catastrophe, aux pouvoirs locaux, tels que les municipalités et les institutions décentralisées, pour promouvoir une politique de prévention et sensibilisation auprès des habitants. Cette évolution tient au fait que ces acteurs locaux sont considérés comme plus proches des citoyens et connaissant mieux le territoire, conditions qui leur permettraient d'en comprendre plus finement les nécessités, fragilités et possibilités. Cette tendance coïncide avec l'idéal (et le modèle) de décentralisation des pouvoirs décisionnels et opérationnels, encouragé par les organisations internationales. Grâce aux opérations qu'elles mènent, l'action

publique urbaine bénéficie, depuis une trentaine d'années, d'une circulation globale d'expériences réussies, de « bonnes pratiques », de savoirs, d'expertises, d'outils et de modèles, dont la décentralisation ferait partie.

Comprendre le terrain par les pratiques des acteurs

Depuis une vingtaine d'années, l'efficacité de la décentralisation comme référentiel dans l'élaboration des politiques publiques de gestion de crise divise l'opinion des chercheurs (Hardy, 2009 ; Blackburn, 2013 ; Hermansson, 2018). L'inévitable adaptation du modèle au contexte local par des déformations de ce dernier (Olivier de Sardan, 1995 ; 2021) semble remettre en question son efficacité. Plusieurs interrogations se posent face à ce processus : comment le modèle de gouvernance décentralisée s'articule-t-il à une politique de gestion de risque et de crise ? Si la décentralisation peut améliorer la qualité de la réponse en cas de catastrophe, faciliter les activités de préparation, accroître la participation des citoyens en incorporant la connaissance locale (Escaleras, Register, 2012 ; Garschagen, 2015), qui en sont les protagonistes et quelles sont leurs pratiques ? En Tunisie comme au Pérou, cette transformation semble demander un suivi constant d'acteurs de la coopération internationale. Dans ce cas, quelle est leur place ? De quelle façon mettent-ils en réseau les institutions locales, en dépassant la vision verticale central-local ? Les pouvoirs locaux vont-ils parvenir à pérenniser ce *modus operandi* après leur départ ?

Pour répondre à ces questions, nous analysons les pratiques et les interactions de trois classes d'acteurs : I. les municipalités (en tant que représentants du pouvoir territorial local) ; II. la société civile (ici entendue comme tous les acteurs non gouvernementaux qui travaillent sur le volet du secours d'urgence et la préparation à la gestion de risque et de crise, mais aussi les expert.e.s, les organisations internationales, *etc.*) ; III. l'appareil sécuritaire (indispensable dans toutes les crises et comprenant la protection civile, la police et l'armée).

La décentralisation étant un processus encore très récent en Tunisie, et la gestion de risque et de crise une thématique encore marginale, les relations entre ces acteurs sont en pleine mutation. Avec la promulgation du Code des collectivités locales en 2018, les municipalités tunisiennes se sont vu accorder plus de compétences dans la gestion du territoire, y compris la réalisation d'un aménagement qui prend en compte la prévention des risques et des crises. La coordination sur ce volet avec les entités déconcentrées, dont les fonctions n'ont pas été repensées en relation au nouveau code, pose beaucoup de questions. Nous assistons ainsi à un chevauchement de compétences entre différentes institutions à échelle variée, parfois générateur de conflits, qui sont au cœur de nos analyses.

Une mise en perspective : de la démarche inductive à la démarche déductive

Le premier terrain, à Lima, a permis de mettre en place une

méthodologie inductive. Dans une démarche empirique, un cadre de réflexion a été construit pour appliquer une analyse déductive au second cas d'étude, Tunis. L'analyse comparative devient un positionnement méthodologique fondamental qui favorise la compréhension d'un territoire à travers l'autre.

Le projet repose sur une approche qualitative qui prévoit la réalisation d'entretiens semi-directifs auprès des différentes catégories d'acteurs identifiées, des focus groupes au sein de réunions collectives et des observations participantes sur le terrain lors de visites de quartiers. Ainsi, quatre scénarii de crise, à différentes échelles territoriales et sur diverses temporalités sont mobilisés au moment des entretiens afin de mettre les acteurs en situation et leur permettre de nous restituer un récit détaillé de leur expérience directe sur le terrain. Les scénarii sont les suivants : la crise du Covid ; les inondations de 2003 à Tunis (échelle de la métropole du Grand Tunis) ; les inondations de 2018 à Nabeul

(concernant l'idée de référentiel : pour comprendre comment ces inondations ont influencé une réflexion et une prise de décision sur Tunis) ; et enfin l'accident dans le quartier d'Ezzahrouni en 2018, qui a bloqué trois gouvernorats (Tunis, Ben Arous et Nabeul) à la suite de l'explosion de conduites d'eau lors de la construction de la nouvelle voie du tram (un accident ponctuel à l'échelle du quartier, mais avec des impacts réticulaires et systémiques).

La cartographie est également un outil essentiel à cette analyse, qu'elle soit utilisée comme graphitisation des données récoltées, ou comme objet même d'entretien, lorsqu'il est demandé aux interviewés de dessiner des cartes mentales des territoires de leur intervention.

Enfin, comme tous les travaux de recherche, ce projet est alimenté par une étude de la littérature scientifique, mais aussi par un important corpus de « littérature grise » qui comprend principalement les descriptifs de projets de développement, les rapports d'expertise, les

Inondations dans le Grand Tunis, 11 septembre 2019



© Kapitalis.

retours d'expérience, les rapports techniques d'aménagement du territoire et évidemment l'étude des cadres légaux.

Bibliographie sélective

- BLACKBURN Sophie, 2014, "The politics of scale and disaster risk governance: Barriers to decentralisation in Portland, Jamaica", *Geoforum*, vol. 52, mars 2014, 101-112, [En ligne : <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2013.12.013>].
- BLAIKIE Piers, CANNON Terry, DAVIS Ian, WISNER Ben, 2004, *At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters*, Londres, Routledge.
- CABANE Lydie, REVET Sandrine, 2015, « La cause des catastrophes : concurrences scientifiques et actions politiques dans un monde transnational », *Politix*, vol. 111, n° 3, 47-67.
- DARBON Dominique (dir.), 2009, *La politique des modèles en Afrique. Simulation, dépolitisation et appropriation*, Paris, Karthala.
- ESCALERAS Monica, REGISTER Charles A., 2012, "Fiscal decentralization and natural hazard risks", *Public Choice*, vol. 151, n° 1, 165-183, [En ligne : [10.1007/s11127-010-9740-4](https://doi.org/10.1007/s11127-010-9740-4)].
- GARSCHAGEN Matthias, 2015, "Decentralizing urban disaster risk management in a centralized system? Agendas, actors and contentions in Vietnam", *Habitat International*, vol. 52, 43-49, [En ligne : [10.1016/j.habitatint.2015.08.030](https://doi.org/10.1016/j.habitatint.2015.08.030)].
- HARDY Sébastien, 2009, "Descentralización y gestión de los riesgos "naturales" en la capital de Nicaragua", in H. Mazurek (ed.), *Gobernabilidad y gobernanza de los territorios en América Latina*, Lima, IFEA-IRD-CESU UMSS, 369-380.
- HERMANSSON Helena, 2018, "Challenges to Decentralization of Disaster Management in Turkey: The Role of Political-Administrative Context", *International Journal of Public Administration*, vol. 42, n° 2, 417-431, [En ligne : [10.1080/01900692.2018.1466898](https://doi.org/10.1080/01900692.2018.1466898)].
- LAGADEC Patrick, 1991, *La gestion des crises. Outils de réflexion à l'usage des décideurs*, Paris, Edisciences.
- MASKREY Andrew (ed.), 1993, *Los desastres no son naturales*, Panama, La Red de Estudios Sociales en Prevención de Desastres en América Latina (La RED), [En ligne : <https://repositorio.gestiondelriesgo.gov.co/handle/20.500.11762/19762>].
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, APAD-Karthala.
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2021, *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale en Afrique et au-delà*, Paris, Karthala.
- REGHEZZA Magali, 2005, « La ville, un "territoire du risque" privilégié ? Quand la représentation est un facteur de vulnérabilité (City, a privileged "territory of hazard"? When representation is a factor of vulnerability) », *Bulletin de l'Association de Géographes français*, vol. 82, n° 1, 106-115, [En ligne : www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_2005_num_82_1_2444].
- RENET Sandrine, 2009, « Les organisations internationales et la gestion des risques et des catastrophes "naturels" », *Les Études du CERI*, n° 157, septembre 2009, 1-30.
- ROBERT Jeremy, 2013, « Pour une géographie de la gestion de crise : de l'accessibilité aux soins d'urgence à la vulnérabilité du territoire à Lima », *Carnets de géographes*, n° 5, [En ligne : <http://journals.openedition.org/cdg/1113>].
- ROBERT Jeremy, METZGER Pascale, 2016, « Les coulisses du pouvoir local : stratégies d'autonomie et pratiques informelles dans la municipalité du Rímac (Lima) », *L'Espace Politique*, vol. 29, n° 2, [En ligne : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.3896>].
- SCARWELL Helga-Jane, LAGANIER Richard, KASZYNSKI Marc, 2005, « Dossier 4 : La ville et l'enjeu du développement durable », *Développement durable et territoires*, [En ligne : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/662>].
- SIERRA Alexis, 2007, « Géopolitique et villes du Sud », in Y. Veyret (dir.), *Dictionnaire de l'Environnement*, Paris, Armand Colin.
- SIERRA Alexis, 2015, « La capitale-risque ou comment le statut de capitale participe à construire le risque », *Géocarrefour*, vol. 90, n° 2, 173-182.

Rodolphe d'Erlanger (1872-1932) : Histoire d'une patrimonialisation de la musique en Tunisie

Sarra Braham



Étudiante en master 2
Histoire, EHESS

sarrabraham@live.fr

Ce projet de recherche s'intéresse à la fabrication d'un savoir orientaliste initiée par le baron Rodolphe d'Erlanger à Sidi Bou Saïd, au début du XX^e siècle. Ce peintre, promoteur du patrimoine architectural tunisien et musicologue franco-britannique est né à Boulogne-sur-Seine en 1872 et s'installe définitivement en Tunisie en 1909 avec sa femme Bettina et leur fils, Léo. De ses rencontres avec le musicien et mélodiste tunisien, Ahmed el-Wafi, et le musicologue français, Antonin Laffage, dans les années 1910, naît un intérêt majeur pour la musique tunisienne, à laquelle il consacre plusieurs études écrites. Son premier ouvrage *Mélodies Tunisiennes*, recueil de transcriptions de musiques de Tunisie, est publié, à titre posthume, en 1937. Son plus grand projet, une somme qui

fait date intitulée *La Musique Arabe*, se décline en six tomes publiés entre 1930 à 1959, par la maison d'édition orientaliste, Paul Geuthner à Paris. Il s'agit, pour les quatre premiers tomes, d'une traduction en français de quelques-uns des grands traités du Moyen Âge portant sur la musique arabe, ainsi que de deux essais de codifications des règles usuelles de la musique arabe moderne.

* * *

Le baron Rodolphe d'Erlanger



© Geneanet

This research project focuses on the creation of an orientalist knowledge initiated by Baron Rodolphe d'Erlanger in Sidi Bou Saïd at the beginning of the 20th century. This painter, promoter of the Tunisian architectural heritage and Franco-British musicologist was born in Boulogne-sur-Seine in 1872 and settled permanently in Tunisia in 1909 with his wife, Bettina, and their son, Léo. His meetings with the Tunisian musician and melodist Ahmed el-Wafi and the French musicologist Antonin Laffage in the 1910s gave rise to a major interest in Tunisian music, to which he devoted several written studies. His first work, *Mélodies Tunisiennes*, a collection of transcriptions of Tunisian music, was published posthumously in 1937. His greatest project, a landmark work entitled *La Musique Arabe*, was published in six volumes between 1930 and 1959 by the orientalist publishing house Paul Geuthner in Paris. The first four volumes consist of a translation into French of some of the great medieval treatises on Arabic music, as well as two attempts to codify the usual rules of modern Arabic music.

* * *

يهتم مشروع البحث هذا بصناعة المعرفة المستشرقة بمبادرة من البارون رودولف ديرلانجاي بسيدي بوسعيد في بداية القرن العشرين. ولد هذا الرسام الفرنسي البريطاني سنة 1872 ببولوني سور سين وهو من رواد الموروث المعماري التونسي ومختص في علوم الموسيقى. واستقر نهائيا في تونس سنة 1909 مع زوجته باتينا وابنتها ليو. من خلال لقاءاته مع الموسيقي التونسي أحمد الوافي والعالم الموسيقي الفرنسي أنطونان لافاج في سنوات 1910 تولد اهتمام فائق بالموسيقى التونسية التي خصص لها العديد من دراساته المكتوبة. وصدر كتابه الأول "الألحان التونسية"، مؤلف من ألحان مكيفة من الموسيقى التونسية، بعد وفاته في 1937. ويعتبر أحد أكبر مشاريعه هو مؤلف "الموسيقى العربية" المتكون من ستة أجزاء صدرت بين 1930 و 1959 عن دار النشر المستشرقة بول قوثر في باريس. وتتمثل الأجزاء الأربعة الأولى في ترجمة إلى الفرنسية لبعض معاهدات العصور الوسطى حول الموسيقى العربية إضافة إلى محاولتين لتقنين القواعد المعمول بها في الموسيقى العصرية.

* * *

Si ce travail apparaît, à première vue, comme le projet de philologie classique d'un arabisant du début du XX^e siècle, sa valeur heuristique est bien plus conséquente. Plus que la traduction d'anciens traités arabes, il s'agit d'une tentative de notation de la musique arabe moderne fondée sur le paradigme de la notation musicale occidentale classique, qui, qualifiée de « système de notation universel », est érigée en parangon de la modernité. Selon d'Erlanger, « la musique se meurt » en Tunisie. Il est donc question de lui donner un nouveau souffle, de la moderniser, c'est-à-dire d'apporter à cette musique une configuration alternative pour répondre à certaines transformations et évolutions de la société au sein de laquelle elle a évolué. Cette démarche relève d'une patrimonialisation de la musique, en tant que processus par lequel un fait social ou culturel dit « traditionnel », c'est-

à-dire ancien, voit sa pratique relancée, parallèlement, ou à la suite d'une inventurisation ou d'une sauvegarde. Cette étude vise donc à déterminer les enjeux sociaux, économiques et politiques de ces ambitions patrimoniales. A-t-il fallu l'intervention d'un musicologue franco-britannique pour que les Tunisiens s'intéressent à ce patrimoine ? D'autres mesures n'ont-elles pas été prises précédemment, ou parallèlement à celles du baron Rodolphe d'Erlanger ? Il s'agit là d'étudier les maillons de ce que l'ethnologue et anthropologue français, Daniel Fabre, appelle la « chaîne patrimoniale », c'est-à-dire d'analyser la manière dont la musique, en Tunisie, est « désignée, classifiée, conservée, restaurée et publicisée » au tournant du XX^e siècle. Le but est de déterminer si la « chaîne patrimoniale » de Rodolphe d'Erlanger a pu invisibiliser, volontairement ou non, certains

Le palais du baron d'Erlanger (*Ennejma Ezzahra*), Sidi Bou Saïd



© webdo.tn/.

travaux alors en cours. Il semble aussi pertinent de s'interroger sur les caractérisations précises des différentes interactions lors de la fabrication de ce savoir orientaliste initié par le baron d'Erlanger. En reconstituant les différents réseaux de Rodolphe d'Erlanger, ainsi que le rôle de chacune des personnes qui l'ont aidé dans sa démarche patrimoniale, l'objectif est de mettre en lumière un éventuel chamboulement dans ces efforts de revitalisation ou de patrimonialisation de la musique, à Tunis et sa périphérie. C'est pourquoi, la recherche se concentre sur la ville de Tunis et de Sidi Bou Saïd, où a résidé le baron, et se limite à la période de 1909 (date de son installation en Tunisie) à son décès en 1932.

Les principales ressources disponibles sont issues du fonds d'archives privées de Rodolphe d'Erlanger, actuellement conservé

au palais Ennejma Ezzahra. Lieu de résidence du baron jusqu'à sa mort, le 29 octobre 1932, il est aujourd'hui le Centre des musiques arabes et méditerranéennes (CMAM). Le corpus principal regroupe des photographies, des manuscrits, des correspondances, ainsi que divers documents tels que des articles de presse.

Cette configuration permet alors de s'interroger et de lever le voile sur de nombreuses questions demeurées à ce jour dans l'ombre, et enfin, de retracer la genèse de l'œuvre et la vie du baron d'Erlanger avec plus de clarté.

Bibliographie (non exhaustive)

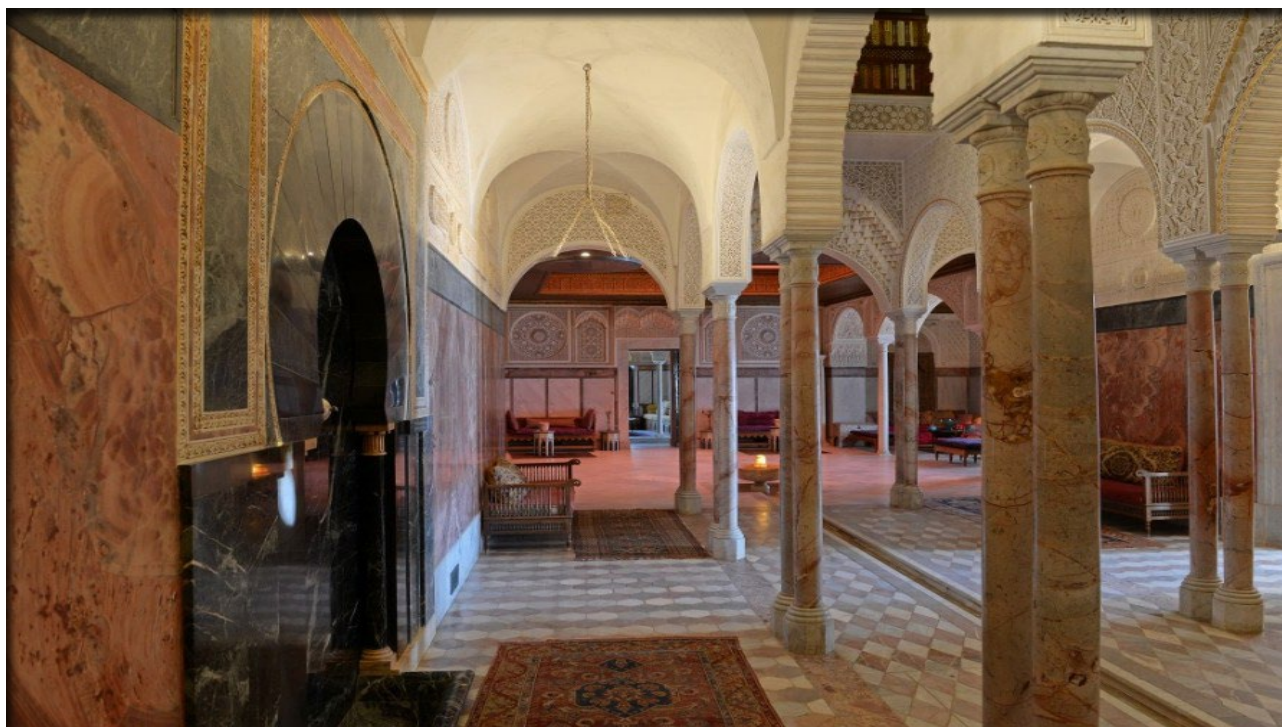
BACHA Myriam, 2013, *Patrimoine et monuments en Tunisie*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, « Arts & Société ».

ERLANGER (D') Rodolphe, 1917, « Au sujet de la musique arabe en Tunisie », *La Revue Tunisienne*, 24^e année, n° 121, mars 1917, 91-95.

ERLANGER (D') Rodolphe, 1937, *Mémoires Tunisiennes, Hispano-Arabes - Arabo-Berbères - Juive - Nègre*, Paris, Librairie Orientaliste Paul Geuthner.

FABRE Daniel (dir.), 2003, *Émotions patrimoniales*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme-Ministère de la Culture, « Ethnologie de la France ».

JELIDI Charlotte, 2013, *Les musées au Maghreb et leurs publics : Algérie, Maroc, Tunisie*, Paris, La Documentation française, « Musées-Mondes ».



© cmam.nat.tn/.

Décentralisation et gouvernance locale en Tunisie : vers un renouvellement des modalités de l'action publique territoriale ?

Hend Ben Othman

Ce programme de recherche, transdisciplinaire aux SHS, s'intéresse aux réformes politiques entreprises par la Tunisie depuis 2011 et, plus particulièrement, à la mise en œuvre de la décentralisation. Il interroge le renouvellement des modalités de l'action publique à l'aune de la reconfiguration des rapports de pouvoir (et de force) entre l'État, les services déconcentrés et les acteurs locaux. Son objectif est de mettre l'accent sur les transformations en cours à différentes échelles (nationale, régionale, locale) visibles à travers divers prismes d'analyse, tout en les mettant en perspective avec les expériences d'autres pays du Maghreb et de la rive Nord de la Méditerranée. Ce programme sera mené à l'IRMC, par Hend Ben Othman, chercheure en urbanisme et aménagement sur la Tunisie. Il permettra également d'associer d'autres chercheurs, travaillant sur cette problématique et qui l'appréhendent *via* différentes focales et disciplines. Le but est d'élargir les perspectives de recherche, de confronter les terrains, les méthodologies et les concepts mobilisés pour aboutir à des analyses comparées à l'échelle du Maghreb.

This research programme, transdisciplinary in social and human sciences, focuses on the political reforms undertaken by Tunisia since 2011 and, more particularly, on the implementation of decentralisation. It questions the renewal of public action methods in the light of the reconfiguration of power relationships (and of strength) between the State, decentralised services and local actors. Its objective is to emphasise the ongoing transformations at different scales (national, regional, local) visible through various prisms of analysis, while putting them into perspective with the experiences of other countries of the Maghreb and the northern shore of the Mediterranean. This programme will be led at the IRMC by Hend Ben Othman, researcher in urban planning in Tunisia. It will also allow the association of other researchers working on this issue and who understand it from different perspectives and disciplines. The aim is to broaden the research perspectives, to compare the fields, the methodologies and the concepts used in order to achieve comparative analyses at the Maghreb level.

يهتم برنامج البحث العابر لمختلف اختصاصات العلوم الإنسانية والإجتماعية بالإصلاحات السياسية التي جرت في تونس منذ 2011، وبارساء اللامركزية بشكل خاص. يسائل هذا البرنامج تجديد وسائل الفعل العمومي في ظل إعادة تشكل علاقات السلطة (والقوة) بين الدولة والمرافق اللامركزية والفاعلين المحليين، ويهدف إلى التركيز على التحولات الطارئة على مختلف المستويات (الوطني، الجهوي والمحلي) التي يمكن مشاهدتها عبر العديد من زوايا التحليل، كل ذلك مع مقاربتها بتجارب في بلدان أخرى بالمغرب وبالضفة الشمالية للبحر الأبيض المتوسط. سيتم الإشغال على هذا البرنامج داخل معهد البحوث المغاربية المعاصرة من قبل هند بن عثمان، وهي باحثة في تخطيط المدن والتهيئة حول تونس. وسيمكن هذا البرنامج كذلك من تشريك باحثين آخرين يشتغلون على هذه الإشكالية ويمسكون بها من زوايا واختصاصات مختلفة. الهدف من ذلك هو توسيع منظورات البحث، مواجهة الميادين والمناهج والمفاهيم ببعضها البعض من أجل الوصول إلى تحاليل مقارنة على مستوى المغرب.

Contexte et problématique de la recherche

La réforme liée à la décentralisation est intervenue dans un contexte de transition

politique, en 2011, et a été présentée, dans les discours politiques, comme une réforme nécessaire, garantissant une démocratisation de la gouvernance locale et permettant d'assurer un accès équitable des citoyens aux ressources et aux services urbains. Elle a constitué un objectif partagé par la majorité des forces politiques en lice pour l'Assemblée nationale constituante en 2011, quelques mois après la révolution. La rédaction de la Constitution en 2014 a ensuite été marquée par un consensus sur le chapitre VII dédié à la décentralisation et baptisé « Pouvoir local », consacrant la démocratie locale participative comme mode de gouvernement en dotant les collectivités locales d'une autonomie financière, et surtout, décisionnelle.

La décentralisation a ainsi été appréhendée, au départ, comme corollaire du processus de démocratisation du pays, instituant, à l'échelle locale, les principes de partage des pouvoirs entre acteurs centraux et décentralisés. Elle est également envisagée comme un moyen permettant d'assurer plus de proximité, d'équité socio-spatiale et de participation dans la gestion des affaires locales. Basée sur le principe de l'autonomie des collectivités locales, cette réforme promeut le pouvoir local et le libère de la tutelle des acteurs centraux et déconcentrés, en lui transférant de nouvelles compétences et en définissant un nouveau cadre de coopération et de partenariat entre les communes et les instances déconcentrées de l'État. Le Code des collectivités locales (CCL), promulgué en mai 2018,

a constitué une étape importante dans l'ancrage du processus de décentralisation, engendrant un bouleversement des rapports de force, dans un État à tradition fortement centralisatrice. Ce code prône le principe de l'autonomie et de la libre administration des communes dans la gestion de leur territoire avec un contrôle *a posteriori* de leurs actions. Le CCL a ainsi prévu le transfert de certaines compétences de l'État aux collectivités locales, qui jouissent ainsi désormais : (I) de compétences propres, (II) de compétences qu'elles exercent conjointement avec l'autorité centrale (et ses représentations) et (III) de compétences qui leur sont transférées et ce, conformément au principe de subsidiarité, garantissant ainsi la proximité et l'efficacité de l'action. Ce cadre juridique fait des communes les principales actrices institutionnelles à l'échelle locale, avec pour mission la gestion du territoire communal, et donc de l'accès aux services et aux équipements, avec pour prérogatives l'aménagement urbain et le développement économique local.

Axe 1 : Une redéfinition du rôle de l'État et une reconfiguration des rapports de pouvoir

Ce contexte de mutation invite à interroger le « nouveau » rôle de l'État ainsi que ses rapports avec les acteurs décentralisés en s'intéressant aux négociations

autour de la mise en place du processus de décentralisation et des compromis qui l'ont accompagnée. En effet, la levée partielle de la tutelle du pouvoir administratif central envers l'autorité locale prônée par le CCL a été largement critiquée au motif qu'elle fragilise l'unité et l'intégrité de l'État. Des négociations ont été nécessaires afin de promulguer ce code dans sa version finale, après dix-sept versions jugées insatisfaisantes par les différents ministères et instances nationales consultés. Quelles logiques ont donc concouru à la mise en place des réformes liées à la décentralisation ? Quels sont leurs effets sur les reconfigurations entre les échelles de pouvoir et leurs articulations ? À quelles résistances ce transfert de compétences du central vers le local fait-il face ? Quels sont donc les acteurs qui s'opposent à cette réforme ?

Cette recherche propose d'analyser la transformation de l'État et le redéploiement de son rôle au profit des collectivités locales, de la société civile et des acteurs privés. Un État fortement centralisé, autoritaire et interventionniste cède-t-il la place à un État régulateur qui laisserait davantage son opérationnalisation et son financement aux acteurs locaux publics et privés ? Il conviendra de se demander selon quelles modalités de gouvernance et à quelles conditions, l'État peut se désengager de la planification urbaine, des stratégies de développement métropolitain, de la gestion courante des populations et des espaces urbanisés.

Axe 2 : La dimension territoriale de la décentralisation : vers un renouvellement des paradigmes de l'action publique

La réforme de la décentralisation a pour objectif de permettre aux collectivités locales de devenir de véritables moteurs de développement et d'acquiescer le potentiel d'équilibrer progressivement la demande et l'offre en termes de services collectifs locaux ainsi que de mener des projets de développement territorial.

Le territoire constitue le support de l'action publique. C'est pour cette raison que cette recherche s'intéresse également à la dimension territoriale de la décentralisation et plus particulièrement au renouvellement des paradigmes de l'action publique urbaine que ce nouveau partage des rôles entre État, acteurs déconcentrés et décentralisés, implique en Tunisie.

En effet, jusqu'en 2018, les communes tunisiennes n'étaient pas dotées de compétences leur permettant d'être des acteurs décisionnels du développement local et de la gestion territoriale. La déconcentration primait sur la décentralisation : les communes étaient tenues d'appliquer les décisions prises au niveau central voire régional, les services déconcentrés de l'État étant chargés de la mise en œuvre des politiques étatiques, y compris, en matière de développement économique et territorial. La

promulgation du CCL en 2018 et le transfert de la compétence de la planification économique et territoriale aux communes a ainsi constitué un changement important et impliqué une reconfiguration des rapports de pouvoir entre État et collectivités locales. De fait, ce transfert de compétences prive le pouvoir central de ses courroies de transmission avec les populations, représentées avant 2011 par les *omdas* (sous-délégués), délégués et gouverneurs, représentants du parti unique (RCD) et les acteurs « techniques » des directions régionales des ministères qui mettent en œuvre les décisions gouvernementales et légitiment l'action de l'État (et du parti). Désormais, les communes sont censées être chargées de la gestion de leur territoire en concertation avec les services déconcentrés de l'État et l'administration territoriale (gouvernorat). Dans la pratique pourtant, et sur la base des entretiens exploratoires effectués au sein de diverses communes (anciennes communes, communes étendues, celles nouvellement créées...), les acteurs déconcentrés affichent une résistance importante et n'intègrent pas encore les réformes dans leurs modalités d'action, prônant des approches verticales et fortement centralisatrices, ce qui génère des conflits et des tensions entre les différents acteurs du développement territorial. La forte résistance de la direction de l'Urbanisme, à titre d'exemple, à transférer la compétence d'aménagement urbain aux communes, tel que stipulé dans le CCL, est révélatrice de leur forte défiance vis-à-vis de ces dernières. Les entretiens conduits montrent

clairement la persistance de la tradition centralisatrice voire de tutelle. De plus, la création de 86 nouvelles communes et l'extension de 187 autres en 2016 ont, certes, permis la communalisation intégrale du territoire tunisien, mais dans le même temps, ces communes héritent de territoires ruraux dont la gestion est désormais de leur ressort, sans que ces nouvelles responsabilités ne soient accompagnées par un transfert de fonds et de moyens humains. Elles s'en trouvent donc fragilisées et restent tributaires de la tutelle (et des anciens modes d'action) de l'État et de l'administration territoriale.

L'intérêt de cet axe de recherche est d'analyser la manière dont s'articulent les logiques des différents acteurs en présence dans le contexte de décentralisation. Il s'agit de comprendre si de nouvelles modalités de mise en œuvre des projets territoriaux à l'échelle locale existent, en prêtant une attention particulière aux rapports de force qui se nouent et aux multiples formes de compromis nécessaires à la prise de décision.

Axe 3 : Une redéfinition des rapports entre le pouvoir local et les citoyens

Le transfert de compétences en matière de gestion locale en faveur des communes, en application du principe de subsidiarité, a redirigé les revendications des populations des gouvernorats et délégations, symboles du pouvoir en place avant 2011, vers les communes,

qui se retrouvent désormais au cœur d'enjeux multiples.

Le premier est politique. L'échelon local constitue le lieu par excellence de mobilisation, que ce soit pour porter des revendications sociales ou pour l'assise électorale des partis politiques. Or, pour eux, la satisfaction des besoins des citoyens et la légitimation de leurs actions à cette échelle sont essentielles. Le transfert de pouvoir représente donc un enjeu central, et il convient de l'analyser à la lumière des discours le présentant comme un risque pouvant mener à l'effritement de l'unité nationale.

Le deuxième est d'ordre économique et social. Les nouvelles modalités de gestion locale par les communes impliquent une participation des citoyens à la prise de décision, aussi bien pour les projets d'aménagement urbain, que pour les plans de développement local ou encore pour la définition des priorités des budgets municipaux. Les communes deviennent ainsi des laboratoires où s'expérimentent des manières innovantes – « par le bas » – d'élaborer les politiques de développement. Se créent ainsi de nouvelles fenêtres d'action, de négociation, de décision où s'illustrent les transformations affectant l'action publique locale, elles-mêmes issues de la transition démocratique tunisienne.

Il s'agit de comprendre comment ces nouveaux modes de faire participatifs redéfinissent les rapports entre autorités locales et citoyens. Ces derniers augurent-ils d'un changement réel dans les modes de gouvernance ? Ou bien relèvent-ils seulement d'une application/adaptation de modèles

imposés par « le haut » et par certaines instances internationales pour qui la gouvernance locale constitue un moyen d'instaurer une démocratie ?

Par ailleurs, le processus de décentralisation accroît les attentes légitimes des citoyens envers des services publics plus efficaces. Mais ces attentes se heurtent souvent au manque de moyens humains et financiers des communes, surtout pour



© Carnegie Endowment for International Peace.

celles qui ont connu une extension et celles qui ont été nouvellement créées. La mise en place de commissions ouvertes aux citoyens et l'organisation d'ateliers participatifs répondent-elles aux modalités de démocratie participative et de gouvernance ouverte préconisées par le CCL ? Ou est-ce un moyen de canaliser les fortes demandes de la population à l'égard des communes, désormais principal interlocuteur des laissés-pour-compte ?

Ces différents questionnements constituent la trame de ce programme de recherche qui

s'intéresse aux politiques, acteurs et instruments de mise en œuvre de la réforme de la décentralisation en Tunisie, en interrogeant les nouveaux rapports entre acteurs centraux, déconcentrés et décentralisés, à l'aune des transformations politiques et institutionnelles en cours. Ces réformes initient un changement des modalités de gouvernance à l'échelle locale et reconfigurent les anciens rapports entre acteurs centraux et locaux, mais également, entre ces derniers et les populations, en instaurant, tout à la fois, les nouvelles règles du jeu démocratique et les nouveaux paradigmes de l'action publique locale.

Les approches méthodologiques qui sous-tendent ces axes de recherche se rapportent au champ des sciences sociales, selon une démarche pluridisciplinaire attentive à des niveaux d'analyse, relevant aussi bien de l'échelle macro de mise en œuvre de la réforme de la décentralisation que de l'échelle micro de son opérationnalisation sur terrain. Le travail de terrain sera mené en partie par le biais d'entretiens semi-directifs avec les acteurs publics centraux et locaux, les représentants de la société civile et les habitants. L'observation participante dans les focus groupes, réunions et ateliers participatifs organisés par un échantillon représentatif de communes permettra d'analyser, en situation, les interactions entre les différents acteurs locaux, publics, privés et ordinaires et leurs manières de s'ajuster, ou non, afin de définir des enjeux communs pour le développement de leur commune.

« D'une normalisation ... L'autre. Parcours d'une lesbienne libyenne en Italie »¹

Monia Lachheb

<http://www.alterstice.org>

Les études sur les sexualités ont été peu conjuguées avec l'analyse des expériences migratoires. S'agissant des lesbiennes migrantes, leurs parcours sont assez particuliers et se démarquent manifestement du modèle de « l'hétéro-circulation » classique. La présente étude tente de croiser le phénomène migratoire avec l'étude d'une forme de sexualité dite non normative. Elle vise à rendre compte de la trajectoire migratoire de Fatma (pseudonyme), une jeune femme libyenne qui se définit comme lesbienne. Fatma est âgée de 30 ans, a vécu dans la capitale libyenne, Tripoli, jusqu'à l'âge de 23 ans et bénéficie, depuis 7 ans, du statut de réfugiée en Italie (Milan). Le parcours de Fatma se compose de plusieurs moments de bifurcation, entendus comme des épreuves qui conduisent à un changement dans sa trajectoire.

Malgré l'attachement de Fatma à sa famille, l'hétéronormativité et la violence politique en Libye l'incitent à quitter son pays et à envisager l'asile dans un pays européen, perçu comme ouvert à la diversité sexuelle. Après un transit

par l'Égypte et la Suède, elle se rend en Italie où elle découvre des manifestations ordinaires et structurelles du sexisme et du racisme qui semblent marquer les vécus des personnes racisées. Celles qui se définissent par une sexualité dite non normative sont, en plus, confrontées à un homonationalisme qui érige une façon d'être homosexuel. Elle est définie par des critères occidentaux reproduits par les organisations de lutte pour les droits LGBT+.

Le récit biographique de Fatma atteste, en effet, de l'imbrication de formes multiples de domination et de discrimination. Il éclaire la pluralité des rapports sociaux qui traversent l'expérience d'une femme, lesbienne, racisée, et rend compte d'une réalité complexe. Pour ne pas participer à un projet « civilisationnel » et afin de lutter contre les diverses formes de victimisation auxquelles font face les homosexuel.le.s racisé.e.s qui vivent des marginalisations multiples, Fatma s'engage dans la lutte pour les droits des migrant.e.s et se focalise sur les droits des lesbiennes racisées, dans le but de participer au changement de leurs vécus.

Toutefois, l'expérience de Fatma est prise dans un entre-deux, entre « Orient » et « Occident ». En

effet, la logique d'opposition entre ces deux pôles est perceptible dans les discours, mais aussi dans les pratiques des un.e.s et des autres. Au nom des valeurs d'égalité et de liberté, la confrontation entre un « nous » et un « vous » ou un « eux » repose sur le principe de l'exclusion de l'autre. Elle n'aide pas, à ce titre, à un dépassement des limites d'un processus qui se veut émancipatoire et libérateur de toute forme d'oppression.

* * *

Studies on sexualities have not been well combined with the analysis of migratory experiences. In the case of lesbian migrants, their paths are quite particular and clearly differ from the classic "hetero-circulation" model. The present study attempts to cross-reference the migration phenomenon with the study of a form of sexuality known as non-normative. It aims to account for the migration trajectory of Fatma (pseudonym), a young Libyan woman who defines herself as a lesbian. Fatma is 30 years old, lived in the Libyan capital, Tripoli, until the age of 23, and has been a refugee in Italy (Milan) for 7 years. Fatma's journey is made up of several moments of bifurcation, understood as ordeals

¹ LACHHEB Monia, 2021, « D'une normalisation ... L'autre. Parcours d'une lesbienne libyenne en Italie », *Alterstice*, vol. 10, n° 1, 21-32, [En ligne : <http://www.alterstice.org/>].

that lead to a change in her trajectory.

Despite Fatma's attachment to her family, heteronormativity and political violence in Libya prompted her to leave her country and consider asylum in a European country perceived as open to sexual diversity. After a transit through Egypt and Sweden, she went to Italy where she discovered ordinary and structural manifestations of sexism and racism that seem to mark the experiences of racialised people. Those who define themselves by a so-called non-normative sexuality are, in addition, confronted with a homonationalism that erects a way of being gay defined by Western criteria reproduced by LGBT+ rights organisations.

Fatma's biographical account attests to the interweaving of multiple forms of domination and discrimination. It sheds light on the plurality of social relations that run through the experience of a lesbian and racialised woman and gives an account of a complex reality. In order not to participate in a "civilisational" project and to fight against the various forms of victimisation faced by racialised lesbians and gays who experience multiple marginalisation, Fatma is committed to the struggle for migrants' rights and focuses on the rights of racialised lesbians,

with the aim of participating in changing their experiences.

However, Fatma's experience is caught in an in-between, between "East" and "West". Indeed, the logic of opposition between these two poles is perceptible in the discourses, but also in the practices of both. In the name of the values of equality and freedom, the confrontation between an "us" and a "you" or a "them" is based on the principle of excluding the other. As such, it does not help to overcome the limits of a process that aims to be emancipatory and liberating from all forms of oppression.

* * *

والمعرّضات للتمييز والإقصاء بثتى أشكاله، انخرطت فاطمة في الدفاع عن حقوق المهاجرين والمهاجرات سيما منهم. هن المثليون والمثليات بهدف إحداث تغيير على واقعهم هن المعيش.

لكن تبيّن أنّ تجربة فاطمة انحصرت بين مفاهيم "الشرق" و"الغرب". حيث أنّه يمكن ملاحظة التعارض بين هذين القطبين على مستوى الخطاب وكذلك على مستوى التطبيق من هذه الجهة أو من الأخرى. باسم قيم المساواة والحرية تقع المواجهة بين "نحن" و"أنتم" و"هم" في منطق قائم على إقصاء الآخر. وهذا لا يساعد على تجاوز حدود مسار يريد لنفسه أن يكون تحرّريا ومحرّرا من كل أشكال القمع.

قلّ ما اقترنت الدراسات الجنسانية مع تحليل تجارب الهجرة. عندما يتعلق الأمر بالمثليات المهاجرات فمسارهن خصوصيته حيث يتميز بصفة واضحة عن النموذج الكلاسيكي للتنقل. وترنو هذه الدراسة إلى إبراز التقاطع بين ظاهرة الهجرة وتجربة الجنسانية غير النمطية. كما تهدف إلى العودة على مسار هجرة فاطمة (اسم مستعار) وهي شابة ليبية تعرّف نفسها على أنها مثلية. تبلغ فاطمة من العمر 30 عاما وقد عاشت في العاصمة الليبية طرابلس إلى حدود سن الثالثة والعشرين. وتتمتع فاطمة منذ 7 سنوات بصفة لاجئة في إيطاليا (ميلانو). يتكون المسار الذي مرت به فاطمة من عدة محطات متشعبة، كانت عبارة عن اختبارات أفضت إلى تغيير طريقها.

رغم تعلّق فاطمة بعائلتها، فقد أجبرتها التوجهات النمطية في المجتمع والعنف السياسي في ليبيا على مغادرة بلدها وتفضيل اللجوء إلى بلد أوروبي، يعتبر منفتحا على الاختلافات الجنسية. بعد مرورها بمصر والسويد انتقلت فاطمة إلى إيطاليا أين اكتشفت تمظهرات عادية وهيكلية للتمييز الجنسي وللعنصرية الذين يلازمان الأشخاص في واقعهم المعيش.

إضافة إلى ذلك تواجه النساء اللاتي يعرفن أنفسهنّ على أساس جنسانية لا نمطية ممّا يسمى "الأممية المثلية" وهو قائم على نمط معين للمثلية تحددها المجتمعات الغربية وتعيد إنتاجها المنظمات المدافعة عن حقوق مجتمع الميم عين. وتؤكد رواية فاطمة تداخل عدّة أشكال من الهيمنة ومن التمييز حيث تبيّن تعدّد العلاقات الاجتماعية التي تخترق تجربة المرأة المثلية ضحية العنصرية وتحيلنا على واقع معقد. وكى لا تساهم في مشروع "حضاري" وحتى تقاوم مختلف وضعيات الضحايا التي يعيشها/ تعيشها المثليون والمثليات المعرضون



©kapitalis.com/.

« Écrire la prison politique sous Bourguiba. Le cas des détenus de l'organisation d'extrême-gauche Perspectives et *Al-âmil al-tounsi* »¹

Emmanuel Alcaraz

<https://muse.jhu.edu/article/793211>

Les récits littéraires autobiographiques écrits par les détenus politiques des organisations d'extrême-gauche Perspectives et *Al-âmil al-tounsi*, sous la présidence de Bourguiba, constituent des lieux de mémoire de la prison politique en Tunisie subie par une organisation de militants ayant surtout un profil d'intellectuels. Ils constituent un témoignage sur le régime de Bourguiba, sur les luttes politiques contre le régime, qui se poursuivent en prison et sur les luttes internes au sein de l'organisation qui opposent les différentes générations de militants. Le but de cette recherche est de montrer comment cette littérature carcérale interroge la place du héros national Bourguiba dans le roman national tunisien à la fin de sa présidence, dans les années 1980, sous la présidence de Ben Ali (1987-2011) et après la révolution de 2011.

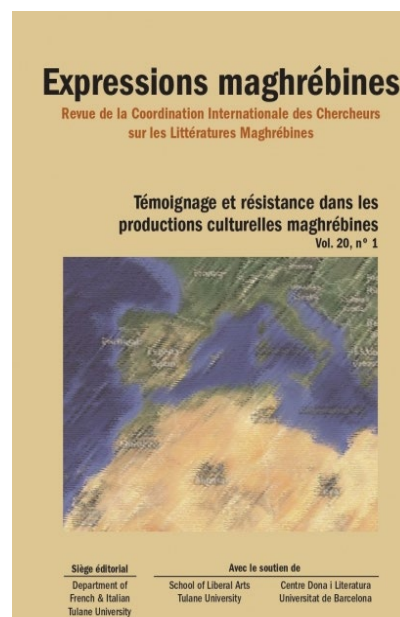
* * *

The autobiographical literary narratives written by political prisoners from the far-left organizations Perspectives and *Al-âmil al-tounsi* during Bourguiba's presidency serve as *lieux de mémoire* for political imprisonment in Tunisia, suffered by activists having a profile of intellectuals. They gave testimonies about Bourguiba's reign, political struggle against the regime (which continued in prison), and internal conflicts within these organizations between different generations of

activists. The aim of this research is to show how this prison literature questions Bourguiba's preeminence in Tunisian national memory through several moments: the end of his presidency in the eighties, Ben Ali's presidency and post authoritarian Tunisia after the 2011 Tunisian revolution.

* * *

تشكل الروايات الأدبية الذاتية التي كتبها السجناء السياسيون لمنظمات اليسار المتطرف برسبكتيف والعامل التونسي، تحت رئاسة بورقيبة، أماكن ذاكرة للسجن السياسي في تونس الذي عانى منه تنظيم من النشطاء وخاصة منهم المثقفين. وهم يمثلون شهادة على نظام بورقيبة، وعلى الصراعات السياسية ضد النظام، والمستمرة في السجن، وعلى الصراعات الداخلية داخل التنظيم القائمة بين الأجيال المختلفة من النشطاء. الهدف من هذا البحث هو إبراز كيف يشكك أدب السجن في مكانة البطل الوطني بورقيبة في الرواية الوطنية التونسية في نهاية فترة رئاسته، في الثمانينيات، وتحت رئاسة بن علي (1987-2011) وبعد ثورة 2011.



¹ ALCARAZ Emmanuel, 2021, « Écrire la prison politique sous Bourguiba. Le cas des détenus de l'organisation d'extrême-gauche Perspectives et *Al-âmil al-tounsi* », *Expressions maghrébines*, vol. 20, n° 1, été 2021, 139-158.

« الخميس في ال Studio »

Séances du 4 mars et du 17 juin 2021

Kmar Bendana et Jamie Furniss

Le séminaire a accueilli trois présentations au deuxième semestre de l'année 2020-2021, dont une par Hiba Ben Miftah (cf. « Focus sur la Libye contemporaine », *Lettre de l'IRMC*, Hors-série n° 1), et deux par les chercheuses associées de l'IRMC, Marta Luceño Moreno (4 mars) et Ons Kamoun (17 juin).

* * *

The seminar hosted three presentations in the second half of the year 2020-2021, including one by Hiba Ben Miftah (cf. "Focus on contemporary Libya", IRMC Newsletter, Issue No. 1), and two by IRMC associate researchers Marta Luceño Moreno (4 March) and Ons Kamoun (17 June).

* * *

تضمنت الندوة ثلاثة لقاءات خلال السداسي الثاني من السنة 2020-2021، من بينها لقاء أثنته هبة بن مفتاح ("التركيز على ليبيا الحديثة" *Lettre de l'IRMC*، عدد خاص رقم 1) بينما أثننت اللقاءين الآخرين الباحثتان المشاركتان في المعهد، مارتا لوثينو مورينو، يوم 4 مارس، وأنس كمون، يوم 17 جوان.

* * *

Marta Luceño Moreno a présenté un exposé sur les « Visibilités LGBTQI+ dans l'espace public tunisien ». Dans une approche à la fois qualitative et quantitative, elle a recensé plus

de 1 500 articles parus en langues arabe et française entre 2008 et 2018, disponibles en ligne, dans le but d'identifier les occurrences de certains mots-clés (positifs ou négatifs) en lien avec les thèmes LGBTQI+. Ce volet de la recherche a été complété par des enquêtes de terrain portant sur les stratégies de communication et menées auprès d'associations et d'individus engagés dans la défense des droits des personnes LGBTQI+ en Tunisie.



© IRMC.

Selon cette étude, les problématiques LGBTQI+ ont, depuis une dizaine d'années, beaucoup gagné en visibilité. Occupant une place grandissante dans le débat public, elles revêtent des formes très différentes, allant de « paniques morales » autour de l'homosexualité à la lutte contre l'homophobie. La comparaison des occurrences de différents

mots-clés et thématiques dans les médias de langues arabe et française permet aussi de constater des tropismes au sein de ces deux champs. Les médias arabophones, par exemple, ont plus souvent tendance à « occidentaliser » l'homosexualité en l'associant à des personnes, des pays ou des sujets étrangers, en particulier, européens.

Par ailleurs, une périodisation se dégage de la décennie. Les années 2008-2010 sont marquées par une relative invisibilité du sujet et des entrées médiatiques sporadiques par le biais de sujets comme le VIH, la violence ou la culture. Durant cette période, les médias tunisiens n'abordent les thèmes LGBTQI+ qu'au travers de nouvelles de l'étranger : les législations anti-homosexualité en Malaisie, les raids dans des clubs gays en Égypte, ou encore dans le cadre de discussions autour d'ouvrages ou de films qui abordent l'homosexualité (même s'ils ne sont pas distribués en Tunisie). La troisième entrée concerne l'homosexualité associée à des déviances : les faits divers dans lesquels la personne tuée ou agressée est suspectée d'homosexualité, la propagation du VIH, l'homosexualité dans les prisons, etc.

De 2011 à 2014, période de rédaction de la constitution, la parole se libère autour

Compte rendu d'activité

de l'homosexualité, mais, souvent, dans une démarche que la chercheuse qualifie de « pornopolitique ». Il s'agit d'une technique déjà pratiquée à l'époque de Ben Ali, et qui consiste à instrumentaliser l'homosexualité pour discréditer ses adversaires politiques. Le seul fait qu'un personnage public défende les droits LGBT est alors utilisé contre lui.

Entre 2015 et 2018, le nombre d'articles de presse relatifs à l'homosexualité augmente considérablement. Certains sont de nature homophobe, d'autres épousent la lutte contre l'homophobie. Ils peuvent alors plaider pour l'interdiction du test anal, dénoncer des violences (plutôt que de les relater sous forme de faits divers) ou alimenter le débat public sur la dépénalisation de l'homosexualité.

Le 17 juin, Ons Kamoun a présenté son documentaire *Travelling*, dont la projection a ouvert sur une discussion. Réalisé lorsqu'elle enseignait à l'Institut



© IRMC.

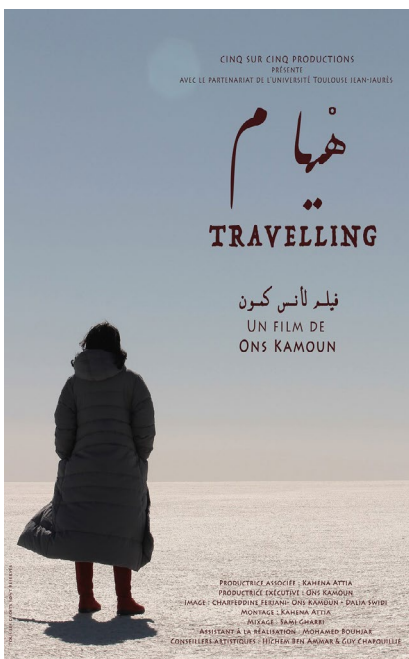
supérieur des arts et métiers de Gabès, dans le Sud tunisien, le film mélange des extraits de fictions, de documentaires réalisés par ses étudiant.e.s et des séquences de tournage, dans les salles de classe, ou en discussion.

L'ouverture du film met en scène une jeunesse énergique et témoigne de l'enthousiasme des étudiant.e.s et, par extrapolation, d'un pays tout en entier en période postrévolutionnaire. Une joie et une légèreté palpables traversent les premières séquences du documentaire, durant lesquelles les étudiant.e.s vivent des moments de liberté qui contrastent avec le milieu qui les entoure et les thèmes abordés dans leurs films. Les lieux de tournage et les salles de classe leur permettent d'échapper aussi bien au milieu social conservateur, qu'aux attentes de leurs familles. Ils rêvent d'un futur rendu possible par le cinéma.

Mais, au fil du temps, cette lancée s'essouffle sous la pression de plusieurs contrecoups, que le film laisse entrevoir, sans les

explicitement. D'abord, une plainte enregistrée par l'Université à l'encontre d'Ons Kamoun aboutit à une sorte de « procès » de l'enseignante et conduit l'administration à limiter les sorties de groupe sur les lieux de tournage. Ensuite, et malgré de grands succès remportés dans des concours de films, des dissensions et des tensions s'immiscent entre les étudiant.e.s, dont la solidarité et l'élan de groupe semblent brisés.

Cette transition, d'une joie palpable à un désenchantement et des conflits internes dont certains semblent être mus par des jalousies et des conflits internes, mène finalement à une désillusion, mélancolique pour certains membres du groupe, cynique pour d'autres. Ons Kamoun quitte finalement Gabès, et plusieurs membres du groupe renoncent aux promesses et aux rêves dont était faite leur première rencontre avec le cinéma.



« Enquêter en terrain sensible au Maghreb » : une école doctorale pour penser le travail de chercheur.e en terrain complexe

Monia Lachheb et Vanessa Aubry

Bénéficiant du soutien d'A*midex, Sfax Forward et GenderMed, l'école doctorale « Enquêter en terrain sensible » s'est tenue du 21 au 24 juin 2021, en présentiel, à Tunis, et en distanciel. Conçue par Monia Lachheb (IRMC) et Constance de Gourcy (Mesopolhis), elle a réuni 24 doctorant.e.s de part et d'autre de la Méditerranée. Ambitionnant de penser la recherche au Maghreb, elle a porté sur les spécificités des recherches dites « sensibles ».



With the support of A*midex, Sfax Forward and GenderMed, the doctoral school "Investigating in a sensitive field" was held from 21 to 24 June 2021, both face-to-face in Tunis and remotely. Conceived by Monia Lachheb (IRMC) and Constance de Gourcy (Mesopolhis), it brought together 24 doctoral students from both sides of the Mediterranean. With the aim of thinking about research in the Maghreb, it focused on the specificities of so-called "sensitive" research.

انتظمت مدرسة الدكتوراه "البحث في المجالات الحساسة" من 21 إلى 24 جوان 2021 حضوريا في تونس وعن بعد وقد حظيت بدعم كل من أميداكس وصفافس فوروارد وجندرمد. واستقبلت هذه المدرسة 24 طالبا وطالبة في الدكتوراه من ضفتي المتوسط ودارت تحت إشراف وتنسيق منية الأشهب، باحثة في معهد البحوث المغاربية المعاصرة، وكونستانس دي قورسي (ميزوبوليس). وتمحورت هذه المدرسة حول خصوصيات البحث في المجالات التي تعتبر "حساسة"، هادفة إلى طرح التفكير في ميدان البحوث في المغرب.

Cette école a permis de mettre en dialogue des fondements théoriques et épistémologiques et des expériences de recherche sur

des terrains sensibles au Maghreb. Les jeunes chercheur.e.s étaient invité.e.s à communiquer sur leur parcours de recherche et à mettre en avant les difficultés rencontrées lors du travail de terrain, ainsi que les stratégies déployées pour les contourner et les ajustements engagés pour le mener à bien. Dans le cadre de cet exercice, différentes problématiques ont émergé : l'identité sexuelle et de genre du/ de la chercheur.e sur le terrain, les questions éthiques en sciences sociales, la gestion des charges émotionnelles dans la relation d'enquête, etc. Ces différents aspects traversent inévitablement les terrains sensibles et rendent compte des multiples formes d'arrangement nécessaires à la collecte de données pertinentes.

En effet, les sciences sociales exigent du/de la chercheur.e des données empiriques servant de socle à son analyse et à sa lecture du réel. Ces données émanent du terrain, correspondant lui-même à un espace, un objet, des interactions avec des personnes ressources et des personnes enquêtées selon une démarche scientifique (Olivier De Sardan, 2008). Défini de manière protéiforme, le terrain contraint les chercheur.e.s à se plier à ses exigences et à s'adapter

Compte rendu d'activité

à ses prescriptions. « Sur le terrain, en effet, l'ethnologue est coupé de son lieu "propre". Il doit circuler avec ses propres moyens sur un territoire qu'il ne maîtrise pas, et qui est au contraire contrôlé par d'autres institutions, d'autres instances de pouvoir » (Albera, 2001). Quel est l'impact de l'épreuve du terrain sur le processus de recherche en sciences sociales ? En quoi incite-t-elle à un profond travail entre objectivation et subjectivation ?

Les questions liées aux sexualités, au genre, au milieu carcéral, aux migrations clandestines, aux religions, au VIH, aux lieux de guerre et de conflit, *etc.*, sont autant de terrains sensibles. Portant sur des pratiques illégales, des objets atypiques, tabous ou à la marge, ils concernent des individus stigmatisés et des groupes sociaux peu visibles, ou encore, évoquent des situations dangereuses et des lieux risqués, particulièrement en situation de pandémie. Ils soulèvent, par ailleurs, des enjeux socio-politiques liés à la restitution des données (Bouillon *et al.*, 2005). Ce faisant, un projet de recherche qualifié de « sensible » nécessite de prendre en compte des décisions pragmatiques, de se poser des questions d'ordre éthique et de procéder à des ajustements constants. Ainsi, les terrains sensibles interrogent la posture du/de la chercheur.e, son rapport au travail d'enquête et aux personnes enquêtées (Hennequin, 2012). Ils lui imposent de conjuguer des exigences méthodologiques à la nécessité de recourir à des usages pratiques et efficaces. Les terrains sensibles se construisent

et participent à la structuration de parcours de recherche singuliers, inévitablement traversés par des adaptations méthodologiques. Le croisement des regards disciplinaires, la mise en perspective des terrains dits « sensibles » au Nord et au Sud de la Méditerranée renseignent sur la réflexivité et les enjeux qui se posent aux doctorant.e.s et aux chercheur.e.s dans des contextes socio-politiques différents.

Plusieurs chercheur.e.s confirmé.e.s sont intervenu.e.s pour aborder différents aspects

des terrains sensibles. Ils/elles ont ainsi donné aux doctorant.e.s des pistes de réflexion quant à leur positionnement en tant que chercheur.e.s sur leur propre terrain. Hayet Moussa (Institut supérieur des sciences humaines, Tunis) est intervenue sur « La réflexivité comme mise à distance de soi » et a notamment mis en avant la gestion des émotions. À partir d'extraits de films documentaires, Ons Kamoun (École supérieure de l'audiovisuel et du cinéma / IRMC) a détaillé les différents usages du film de chercheur dans



© IRMC.

la recherche en sciences sociales. Marta Roca Escoda (Université de Lausanne) a, quant à elle, présenté « Les enjeux éthiques dans l'enquête sociologique ». Zakaria Rhani (Université Mohamed V, Rabat) a abordé les « Terrains sensibles et les insensibilités anthropologiques ». Enfin, les communications de Laurence Hérault (IDEMEC-MMSH-CNRS), « Être impliquée et s'impliquer : l'ethnographie à l'épreuve de la transidentité », et de Christophe Broqua, « L'engagement "sexuel" du chercheur ou de la chercheuse sur le terrain : genre et sexualité dans la relation d'enquête » ont porté sur la posture de chercheur.e face aux questions des identités sexuelles et de genre.

L'ensemble de ces interventions a permis d'interroger des formes d'expression du sensible qui renvoient à l'accès au terrain, la

traduction, la posture du/de la chercheur.e, la mise en danger des enquêt.e.s, la restitution des données, etc.

Des ateliers ont été organisés pour permettre aux doctorant.e.s de présenter et discuter leurs travaux en se focalisant sur le côté sensible de leur terrain de recherche. Ces ateliers thématiques ont regroupé des doctorant.e.s travaillant sur les sexualités, les mobilités et migrations, les religions, le patrimoine et sur les liens sociaux au prisme du genre. Après quoi, les doctorant.e.s ont été invité.e.s à réaliser des entretiens filmés, avec un.e chercheur.e confirmé.e, sur la question des terrains sensibles, destinés à être montés dans l'éventualité d'un film documentaire sur les terrains sensibles de part et d'autre de la Méditerranée.

Références

- ALBERA Dionigi, 2001, « Terrains minés », *Ethnologie Française*, vol. 31, n° 1, 5-13.
- BOUILLON Florence, FRÉSIA Manon, TALLIO Virginie (dir.), 2005, *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris, CEA-EHESS.
- HENNEQUIN Émilie, 2012, *La recherche à l'épreuve des terrains sensibles : Approches en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan.
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2008, *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-La-Neuve, Academia-Bruylant.



© IRMC.

Dons d'ouvrages au profit de la bibliothèque de l'IRMC

Qu'il s'agisse de dons ponctuels ou réguliers, de documents isolés ou d'ensembles conséquents, la bibliothèque de l'IRMC reçoit, en moyenne, 300 documents par an. Ouvrages, numéros de périodique, thèses, papiers de recherche, les dons de nos partenaires contribuent significativement à l'enrichissement de notre fonds, sous réserve que leur contenu soit en adéquation avec le positionnement de la bibliothèque et sa politique d'acquisition.

Nous remercions tout particulièrement la Fondation Friedrich Ebert et la Fondation Konrad Adenauer pour leur importante donation.



■ حسن ليلى
(إشراف). عودة
المغاربيات من بور
التوتير. تونس :
مؤسسة فريدريش
ايبيرت، 2021.
431 ص.

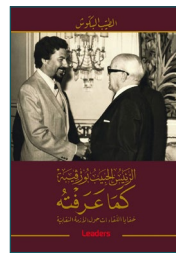


■ بويحي ثريا،
الجوادي نجات. دليل
استقبال النساء ضحايا
العنف لفائدة اعوان
قوات ■ الامن الداخلي.
تونس: مركز البحوث
و الدراسات و التوثيق
و الاعلام حول المرأة،
2021. 215 ص.

■ BOUBAKRI
Hassen (ed.),
2021, *Migration
in North Africa:
An uncomfortable
position between
Sub-Saharan
Africa and
Europe?*, Tunis,
Konrad Adenauer
Stiftung.



■ غرتل بورغ ،
هكسل رالف. مأزق
الشباب في الشرق
الوسط و شمال
افريقيا. تونس : دار
الساقى ، 2019.
514 ص.



■ البكوش طيب.
الرئيس الحبيب بورقيبة
كما عرفته: خفايا
القاءات حول الازمة
النقابية. تونس : مؤسسة
فريدريش ايبيرت،
2021. 199 ص.

■ BROQUA
Christophe,
LACHHEB Monia,
MUSSO Sandrine
(dir.), 2021,
« Dossier : Face
au VIH/sida &
Varia », *L'Année
du Maghreb*, vol.
25, n° 1, Paris,
CNRS éditions.

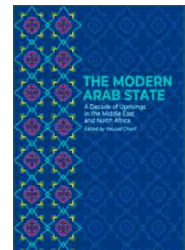


■ العموري حافظ.
الحوار الاجتماعي
في تونس بعد 2011
: التحديات و الافاق
في سياق الانتقال
الديمقراطي. تونس
: مؤسسة فريدريش
ايبيرت، 2020.
135 ص.

■ BEN SEDRINE
Said, AMMAMI
Mongi (dir.), 2020,
*Le mouvement
syndical tunisien
à l'épreuve des
transformations
numériques du
travail.*



■ CHERIF Youssef
(ed.), 2021, *The
modern arab
state: A decade
of uprisings
in the Middle
East and North
Africa*, Tunis,
Konrad Adenauer
Stiftung.



■ هوب جير هاريد.
محمد علي في برلين.
تونس : مؤسسة
فريدريش ايبيرت ،
2016. 50 ص .

■ BEN SEDRINE
Said, AMMAMI
Mongi, 2020,
*Le renouveau
syndical, pilier de
l'avenir du travail
décent en Tunisie*,
Tunis, Friedrich
Ebert Stiftung.



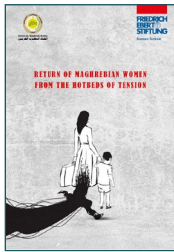
■ HASSEN Leyla (dir.), 2021, *Le retour des femmes maghrébines des zones de tension*, Tunis, Friedrich Ebert Stiftung.



■ S.N., 2018, Tunisie. *Rapport de la commission des libertés individuelles et de l'égalité*, Tunis, Friedrich Ebert Stiftung.



■ HASSEN Leyla (ed.), 2021, *Return of maghrebien women from the hotbeds of tension*, Tunis, Friedrich Ebert Stiftung.



■ SMAILI Mongi, NCIRI Abdessalem, 2016, *Industries mécaniques, métalliques, métallurgiques et électriques en Tunisie. État des lieux promotion du dialogue social au niveau sectoriel et de l'entreprise*, Tunis, Fédération générale des ouvriers de la métallurgie et de l'électronique.



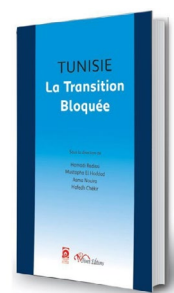
■ REDISSI Hamadi (dir.), 2020, *La Tunisie à l'épreuve du COVID 19*, Tunis, Observatoire tunisien de la transition démocratique-Friedrich Ebert Stiftung.



■ REDISSI Hamadi, 2020, *L'intervention des modernités en islam*, Tunis, Cérés éditions.



■ REDISSI Hamadi, EL HADDAD Mustapha, NOURIA Asma, CHEKIR Hafedh (dir.), 2021, *Tunisie : La transition bloquée*, Tunis, Diwen éditions.



HORAIRES

Horaires d'ouverture de la salle de lecture

Janvier-juin/
septembre-décembre :
les jours ouvrables,
du lundi au jeudi :

9h - 17h

le vendredi de :

9h - 16h

Juillet : les jours
ouvrables, du lundi au
vendredi : **9h30 à 14h30**

Fermeture annuelle :
du **01 au 31 d'août 2021**

L'inscription à la bibliothèque de l'IRMC

Rentrée universitaire 2021-2022

NOUVELLE CARTE D'INSCRIPTION EN BIBLIOTHÈQUE

Une nouvelle carte d'inscription sera établie
à la rentrée universitaire 2021-2022.

Cette nouvelle carte sera obligatoire pour les anciens
comme pour les nouveaux lecteurs.

Pièces nécessaires pour la constitution de la carte

Étudiants LMD :

- Une photo d'identité
- Une photocopie de la carte d'étudiant
- Frais d'inscription : 10 Dt

Chercheurs et universitaires :

- Une photo d'identité
- Une attestation de fonction
- Frais d'inscription : 20 Dt



Conversation avec Oissila Saaidia

Kmar Bendana

Dans cet entretien accordé à Kmar Bendana, Professeur émérite d'Histoire contemporaine à l'Université de La Manouba et chercheuse associée à l'IRMC, Oissila Saaidia, Professeur des Universités en Histoire contemporaine et directrice de l'IRMC (2017-2021), revient sur ses quatre années à la tête de l'institut.

In this interview given to Kmar Bendana, Professor Emeritus of Contemporary History at the University of La Manouba and Associate Researcher at the IRMC, Oissila Saaidia, University Professor of Contemporary History and Director of the IRMC (2017-2021), looks back on her four years at the head of the Institute.

في هذه المقابلة التي أجرتها قمر بن دانة، أستاذة متميزة في التاريخ المعاصر بجامعة منوبة وباحثة مشاركة في معهد البحوث المغاربية المعاصرة، تعود وسيلة سعادية، أستاذة في التاريخ المعاصر ومديرة المعهد، على أربع سنوات أمضتها على رأس معهد البحوث المغاربية المعاصرة (2017-2021).

Comment es-tu arrivée en Tunisie ? Je veux dire, comment en es-tu venue à diriger l'IRMC ? Raconte-nous comment tu as eu cette envie d'être directrice de l'IRMC.

J'avais déjà postulé en 2008, mais, à ce moment-là, je n'avais pas encore obtenu mon habilitation à diriger des recherches. J'avais, depuis longtemps, cette envie de vivre au Maghreb et, en particulier, en Tunisie. J'ai vécu en Égypte, au Liban et en Syrie et, au vu de mes thèmes de recherche, il me paraissait important de pouvoir également vivre au Maghreb.

J'ai obtenu l'agrégation externe d'Histoire en 1996, puis ma thèse de doctorat en 2001, suivie de mon habilitation en 2011. Après 20 ans de carrière dans le milieu académique, j'avais envie de me mettre au service du collectif, à travers la direction d'un institut, et de séjourner longuement au Maghreb.



Je ne te demande pas de bilan car il est encore trop tôt. Mais qu'as-tu appris en tant que directrice ?

J'ai pris conscience que j'aimais le collectif, cette idée de pouvoir être dans le collectif. Pouvoir porter et accompagner les projets des autres a été une vraie satisfaction pour moi. Cette expérience m'a également permis d'être davantage confrontée à la pluridisciplinarité. J'ai beaucoup appris des chercheurs et des doctorants qui sont passés par l'IRMC. Avoir l'opportunité de travailler dans un tel institut est un très beau cadeau sur le plan scientifique.

Selon toi, quelle est la place de la Tunisie dans le monde scientifique ? de Tunis dans cette dynamique ?

La Tunisie dispose d'une richesse incontestable en termes de chercheurs et doctorants. Dès mon arrivée, j'ai eu le sentiment d'un grand dynamisme dans le monde de la recherche, et j'en ai même été agréablement surprise. Je reste toujours aussi interpellée par le nombre de doctorants étrangers qui viennent étudier en Tunisie et qui apportent un regard novateur. Cela témoigne de l'attractivité de la Tunisie, bien qu'il soit regrettable que beaucoup d'universitaires tunisiens en sciences humaines et sociales partent enseigner ailleurs, même si je comprends parfaitement

leurs motivations et les respecte.

Dans le milieu scientifique, les problématiques de recherche de l'IRMC restent très pertinentes. C'est un beau laboratoire d'analyse à l'échelle du Maghreb, même si les sciences humaines et sociales restent les parents pauvres de la recherche, ici comme ailleurs.

Parlons de l'orientation vers la Libye. Pourquoi as-tu voulu donner ce tournant qualitatif, et comment ? La Libye, entre l'Algérie, la Tunisie et l'Égypte, semble délaissée par la recherche compte tenu du contexte. Comment, malgré tout, ré-ancrer l'IRMC dans sa région, et en Libye ? Que peut-on faire depuis Tunis ?

Du point de vue logistique, rappelons d'abord que les Libyens n'ont pas besoin de visa pour se rendre en Tunisie, et que certains chercheurs associés de l'IRMC sont arabophones. Dès lors, il est

possible de faire à Tunis ce que l'on ne peut pas faire ni en Libye, ni en Europe. J'ai donc pu lancer cette dynamique d'échanges et de rencontres avec nos collègues libyens comme annoncé dans mon projet de directorat. J'ai ainsi pu constater une forte envie des collègues tunisiens d'aller vers les collègues libyens, et *vice versa*.

Tu le sais Kmar, tu as été l'une de mes premières complices dans cette entreprise. En me rendant à Tripoli, j'ai constaté un fait significatif : les universités libyennes sont un lieu de stabilité et de concorde qu'il faut préserver. Il est donc important qu'un institut comme l'IRMC initie des échanges avec ces institutions, pour encourager et accompagner la recherche afin de développer des clés de compréhension sur la Libye. En créant du lien entre les universitaires tunisiens et libyens, nous souhaitons établir une plus grande culture du débat et leur permettre de sortir de leur relatif « isolement ».

Si tu rentres en France, vas-tu continuer à mener des projets en lien avec la Libye ?

J'aimerais, oui. D'autant plus, qu'en tant qu'historienne, je suis interpellée par le fait que peu d'étudiants, en Libye, choisissent l'histoire. Pourquoi ? Qu'est-ce que cela dit de ce pays, de ses élites ?

C'est vrai que c'est un fait qui interroge... Alors que les pays riverains, la Tunisie et l'Égypte, sont tous deux amoureux de leur passé, pourquoi cette absence de récit national en Libye ?

En tant que directrice, tu as été confrontée à la question du rôle d'internet dans le monde de la recherche. J'irai aussi plus loin. Que penses-tu de l'idée selon laquelle la recherche doit, tout à la fois, être compétitive et au service du citoyen ? Quel est le rôle des sciences humaines et sociales dans la vie citoyenne ?



© IRMC.

Je suis convaincue de la fonction sociale de l'historien et, plus largement, de l'universitaire. D'ailleurs, j'ai auparavant beaucoup œuvré dans le milieu associatif, auprès du Conseil de l'Europe, d'associations de quartier, de municipalités, d'enseignants...

Internet permet de créer du lien social et, de fait, a décuplé cette envie de partager la connaissance et ma préoccupation d'être au service du citoyen. Cet outil est devenu la seule voie possible pendant le confinement. C'est en valorisant la recherche que l'on touche le plus grand nombre. Depuis le début de la pandémie de Covid-19, nous avons renforcé notre position sur plusieurs réseaux sociaux : aujourd'hui, l'IRMC est en deuxième position en nombre d'abonnés sur *Facebook*, après l'UMIFRE de Lima, et sur *Twitter*, après l'IFPO. Ce point me semble essentiel, car nous avons su préserver du lien et proposer des séminaires en *live*, nous avons aussi maintenu la publication trimestrielle de *La Lettre de l'IRMC*. Ainsi, les activités scientifiques de l'IRMC sont restées accessibles et ont pu bénéficier à un public plus large, au Maghreb et en Afrique subsaharienne, voire au-delà.

Tu es chercheur et professeur. Quel lien y a-t-il entre la recherche et l'enseignement de la recherche ?

Nous autres, enseignants-chercheurs, sommes des passeurs. Cette question de la formation est centrale. Auparavant, j'étais beaucoup plus classique dans ma manière de former. Ces quatre années à l'IRMC m'ont

complètement ouverte sur la pluridisciplinarité et m'ont fait découvrir de nouvelles perspectives en termes de formation.

De quoi t'a privé le Covid ? Et, a contrario, que t'a-t-il apporté ?

Il m'a avant tout privée du contact direct, et je suis une femme de la rencontre, du contact. Cependant, j'ai la ferme conviction que nous disposons d'une grande capacité d'adaptation. La manière dont nous sommes parvenus à nous adapter à l'IRMC le prouve : nous avons pu proposer des contenus en ligne, des séminaires de recherche retransmis en *live*, etc. Et surtout, de manière collective, nous avons « inventé » ce bel ouvrage,

*Vivre au temps du Covid-19*¹, composé de chroniques de confinement, qui présentent des regards de chercheurs, depuis la Tunisie, sur les bouleversements induits par la pandémie.

Pour le mot de la fin : quand tu reviendras à Tunis, que voudrais-tu y faire ?

Avant tout, revoir les étudiants, les collègues et bien sûr, le personnel de l'IRMC, que je ne remercierais jamais assez !

¹ SAAIDIA Oissila (dir.), 2020, *Vivre au temps du Covid-19. Chroniques de confinement : regards de chercheurs depuis la Tunisie*, Tunis, IRMC-Nirvana. Pour la version arabe : العيش في زمن الكوفيد 19. يوميات الحجر : رؤى باحثين انطلاقاً من تونس، تونس، معهد البحوث المغاربية المعاصرة - نيرفانا

Les nouvelles publications de l'IRMC

Nessim Znaïen, 2021, *Les raisins de la domination. Une histoire sociale de l'alcool en Tunisie à l'époque du Protectorat (1881-1956)*, IRMC-Karthala, 420 p. ISBN : 978-2-8111-2914-9.

La colonisation modifie-t-elle la vie quotidienne des populations ? C'est à partir de ce questionnement global que Nessim Znaïen aborde l'histoire de la Tunisie du Protectorat (1881-1956). En analysant la correspondance de la haute administration, la presse, les écrits littéraires, les archives policières, judiciaires et hospitalières, cet ouvrage traite d'un type de produits particuliers en terre d'islam : les boissons alcoolisées.

Nessim Znaïen est docteur en Histoire contemporaine de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université d'Aix-Marseille de 2017 à 2020. Il a réalisé son travail de thèse sur les boissons alcoolisées dans la Tunisie coloniale, dont est issu cet ouvrage, entre 2012 et 2017, grâce à une bourse longue durée de l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC).

تحت إشراف وسيلة سعايدية، 2021، العيش في زمن الكوفيد- 19، مؤسسة بوجميل للطباعة والنشر، (نيرفانا)، تونس

إنّ هذا الكتاب الجماعي هو وثيقة فريدة عن العيش زمن فيروس كورونا لأنّه كتاب حرّره عشرة باحثين من اختصاصات مختلفة حول موضوع واحد، وفي حيّز زمن مشترك، وفي المكان الجغرافي نفسه. يمثّل هذا المؤلف، وهو الأوّل في العلوم الإنسانيّة والاجتماعيّة حول الكوفيد- 19 الذي يتمّ نشره من طرف جامعيّين فرنكوفونيّين، كتاباً يجمع مداخل قراءة للوقوف على تعقّد حدث متغيّر وذي بعد عالمي. يستند التحليل إلى الميدان التونسي على الرغم من أنّ مداه يتجاوز تونس وحدها لأنّ للمواضيع المطروحة، دون شكّ، صدى في وضعيات شهدتها مجتمعات أخرى في كلّ أنحاء العالم. وقد بيّنت هذه النصوص، التي كُتبت في شكل يوميات، نتيجة مفادها أنّ الأزمة العالميّة هي قادم، ومسرّع، ومحفّر للخلل الوظيفي الذي يعود إلى ثمانينات القرن العشرين، أي منذ التوجّه العالمي نحو نيوليبراليّة اقتصادية تهدف إلى تحرير المبادلات

بهذا المعنى فإنّ كوفيد- 19 لا يخترع شيئاً، ولا يغيّر شيئاً، ولا يحوّل شيئاً، بل يعمّق ويقوّي ويضخّم هشاشة المجتمعات الناتجة عن اللامساواة. وبعبارة أخرى فإنّ الكتاب يقترح سُبلاً لتعميق التفكير وإثراء النقاش

Calendrier scientifique

◆ 1^{er} octobre 2021

Cycle de projections-débats
« Violences en migration : Regards croisés de la Tunisie au Mexique »
Oumara fi Biled al Ajaayeb (Émirs au pays des merveilles) de Ahmed Jlassi, VOSTFR
Coordination : **Betty ROULAND**, IRMC
Intervention : **Kmar BENDANA**, IRMC, **Ahmed JLASSI**, réalisateur du film

Cycle de projections-débats		MIGRATIONS	
Chaque vendredi du mois d'octobre 2021 au Théâtre de l'Étoile du Nord		à 17h00, projection-débat suivie d'un cocktail	
VIOLENCES EN MIGRATION : REGARDS CROISÉS TUNISIE - MEXIQUE			
	Vendredi 01 octobre 17h00	<i>Oumara fi Biled al Ajaayeb</i> <i>Émirs au pays des merveilles</i>	Débat avec : • Ahmed Jlassi , réalisateur • Pt. Amel Bendana , historienne, Université de la Méditerranée & chercheuse associée à l'IRMC • Modèles par Fethi SAIDI , El Kadi, cinéaste et docteurant à l'ESPC
	Vendredi 08 octobre 17h00	<i>Wra el mouja</i> <i>Derrière la vague</i>	Débat avec : • Fethi SAIDI , réalisateur • Pt. Imed MELLITI , sociologue, IRESIT - Université de Tunis II, Maître & chercheur associé à l'IRMC • Modèles par Ous KAMOUN , cinéaste, Maître associé à l'ESPC, Université de Carthage & chercheur associé à l'IRMC
	Vendredi 15 octobre 17h00	<i>La jaula de oro</i> <i>Rêves d'or</i>	Débat avec : • Diego Quemada Díez , réalisateur • Edgar CórdoVA MORALES , doctorant en anthropologie au CIESAS & en accueil scientifique à l'IRMC • Modèles par Valentin ZAPATA , anthropologue, post-doctorant à la Centre Européen Université & chercheur associé à l'IRMC
	Vendredi 22 octobre 17h00	<i>Anastasia de Bizerte</i>	Débat avec : • Mohamed BEN MAHMOUD , réalisateur • Pt. Noureddine DOUGAL , historien, Ecole Normale Supérieure, Université de Tunis • Modèles par Ous KAMOUN , cinéaste, Maître associé à l'ESPC, Université de Carthage & chercheur associé à l'IRMC
	Vendredi 29 octobre 17h00	<i>Llévate mis amores</i>	Débat avec : • Arturo González Villaseñor , réalisateur • Edgar CórdoVA MORALES , doctorant en anthropologie au CIESAS & en accueil scientifique à l'IRMC • Modèles par Betty ROULAND , géographe, post-doctorante à l'IC Migration & chercheuse associée à l'IRMC

◆ 8 octobre 2021

Cycle de projections-débats
« Violences en migration : Regards croisés de la Tunisie au Mexique »
Wra el mouja (Derrière la vague) de Fethi Saidi, VOSTFR
Coordination : **Betty ROULAND**, IRMC

Intervention : **Imed Melliti**, IRMC, **Fethi SAIDI**, réalisateur du film

◆ 15 octobre 2021

Cycle de projections-débats
« Violences en migration : Regards croisés de la Tunisie au Mexique »
La Jaula de oro (Rêves d'or) de Diego Quemada-Díez, VOSTFR
Coordination : **Betty ROULAND**, IRMC
Intervention : **Ons KAMOUN**, IRMC, **Edgar CórdoVA MORALES**, doctorant au CIESAS

◆ 22 octobre 2021

Cycle de projections-débats
« Violences en migration : Regards croisés de la Tunisie au Mexique »
Anastasia de Bizerte de Mahmoud Ben Mahmoud, VOSTFR
Coordination : **Betty ROULAND**, IRMC
Intervention : **Mahmoud BEN MAHMOUD**, réalisateur du film

◆ 29 octobre 2021

Cycle de projections-débats
« Violences en migration : Regards croisés de la Tunisie au Mexique »
Llévate mis amores de Arturo González Villaseñor
Coordination : **Betty ROULAND**, IRMC
Intervention : **Edgar CórdoVA MORALES**, doctorant au

CIESAS, **Arturo GONZÁLEZ VILLASEÑOR**, réalisateur du film

◆ 2 - 4 novembre 2021

Colloque international dans le cadre du projet FSPI JRSHS Libye
« La Libye contemporaine entre Afrique et Méditerranée »
Coordination : **Neila SAADI**, IRMC

◆ 8 - 12 novembre 2021

École doctorale de l'IRMC, en partenariat avec l'IDEMEC, le LESC et le GIS Religions
« Les usages du Coran dans les sociétés musulmanes contemporaines »
Coordination : **Oissila SAAIDIA**, Université Lyon 2, **Katia BOISSEVAIN**, IRMC/ CNRS/Aix-Marseille Université, **Anouk COHEN**, LESC

◆ 22 - 26 novembre 2021

École doctorale du Réseau des études maghrébines (REM), en partenariat avec l'École française de Rome, la Casa de Velazquez, le Centre Jacques Berque et l'IRMC
« Penser les archives de l'archéologie au Maghreb. Enjeux patrimoniaux, scientifiques et politiques »
Coordination : **Clémentine GUTRON**, CNRS, **Meriem SEBAÏ**, Université Paris I Panthéon-Sorbonne



Responsable de *La Lettre de l'IRMC* : **Katia Boissevain**
Responsable éditoriale : **Alexia Humbert**
Conception graphique et PAO : **Besma Ouraïed-Mennei**
Chargée de communication : **Afef Toumi**
Traductions : **Vanessa Aubry, Khaled Jomni, Afef Toumi**

IRMC, 20 rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville, 1002 TUNIS
Tél : (+216) 71 796 722 / E-mail : direction@irmcmaghreb.org